

NUMÉRO 3

**GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES
ET ÉCONOMIES ILLICITES EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

**Séparatistes
anglophones**



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



ACLED

SEPTEMBRE 2024

NUMÉRO 3

**GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES
ET ÉCONOMIES ILLICITES EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

**Séparatistes
anglophones**

SEPTEMBRE 2024



REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier tous les participants à cette étude, notamment les personnes qui se sont entretenues directement avec les auteurs et celles qui ont contribué à la collecte de données supplémentaires. Ils remercient également Edouard Yogo pour son travail de révision, ainsi que Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo, Andrea Carboni et Timothy Lay pour leurs commentaires et leurs éclairages.

À PROPOS DES AUTEURS

Ladd Serwat est le spécialiste régional pour l'Afrique de l'Armed Conflict Location & Event Data Project. Il réalise et coordonne les travaux d'analyse, participe à la supervision de la couverture des données régionales, dirige les chercheurs principaux et est le principal contact pour les partenariats et les collaborations externes au sein du bureau Afrique. C'est un spécialiste du groupe Wagner, des politiques de développement et des conflits liés à la terre en Afrique.

Eleanor Beevor est analyste principale à l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la Global Initiative Against Transnational Organized Crime. Chercheuse, elle est spécialisée dans les groupes armés non étatiques, les groupes extrémistes violents, la criminalité organisée transnationale et la sécurité climatique et environnementale.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2024.

© 2024 texte et illustration : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)

Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : *fournie*

Veuillez adresser vos demandes à :

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)
361 Falls Rd. #501
Grafton, WI 53024
United States of America

www.acleddata.com

SOMMAIRE

SYNTHÈSE	2
INTRODUCTION.....	4
Methodologie	6
ORIGINE ET ÉVOLUTION DU CONFLIT ANGLOPHONE	7
Divisions coloniales et post-coloniales : 1960-2016.....	8
L'escalade des troubles débouchent sur des conflits armés : 2016-2017	9
Rébellion séparatiste : 2017-aujourd'hui	10
LE MILIEU ACTUEL DU SÉPARATISME AU CAMEROUN	12
Un conflit marqué par la fragmentation.....	13
Tactique	15
Structure interne du groupe et composition des groupes séparatistes	16
Liens transnationaux, alliances et inimitiés	17
FINANCEMENT ET RESSOURCES	19
Financement des groupes armés par les militants de la diaspora	20
Financement par la taxation, extorsion et enlèvement contre rançon	22
Ressources et économies illicites	24
Carburant et autres produits de base	25
GOVERNANCE	27
Fournitures de services publics	28
Rendre la gouvernance difficile pour Yaoundé	29
Le contrôle par la violence	30
PERSPECTIVES	32
CONCLUSION	34
Notes.....	36

ACRONYMES

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces (Forces de défense de l'Ambazonie)
AGC/AGovC	Ambazonia Governing Council (Conseil de gouvernement de l'Ambazonie)
ASDC	Ambazonia Self-Defence Council (Conseil d'autodéfense de l'Ambazonie)
ANIF	Agence Nationale d'Investigation Financière
CACSC	Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (Consortium de la société civile anglophone du Cameroun)
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale)
IG	Gouvernement intérimaire de l'Ambazonie
IPOB	Peuple indigène du Biafra
LGA	Local government area (zone de gouvernement local)
SCNC	Southern Cameroons National Council (Conseil national du Cameroun méridional)

SYNTHÈSE



Le présent rapport propose une analyse contemporaine des opérations, de l'organisation, de l'implication dans les économies illicites et du financement des groupes armés séparatistes anglophones dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun, ainsi que de leurs relations avec les populations civiles. Il s'appuie sur des entretiens et des données de l'ACLEDE pour offrir une image précise de l'organisation actuelle du mouvement séparatiste armé anglophone, de ses opérations et de son recours à la violence. Le rapport apporte également de nouveaux éclairages sur le financement des séparatistes, et plus particulièrement sur leur implication dans les économies illicites au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du Cameroun. Les relations des séparatistes avec les civils sont examinées tout au long des discussions sur leur organisation, leurs opérations et leurs activités économiques.

Le présent rapport constate que les divisions et les luttes intestines entre les groupes séparatistes anglophones, associées à la prise pour cible croissante des civils, ont sapé la confiance de la diaspora camerounaise anglophone pro-séparatiste et entraîné la baisse du soutien financier pourtant essentiel à la cause séparatiste. Confrontés à une diminution de l'aide financière internationale, les groupes séparatistes se livrent de plus en plus à des enlèvements de civils pour financer leurs opérations et imposent diverses formes de taxes. Ils s'impliquent par ailleurs dans d'autres économies illicites. Cela a contribué à la fragmentation du conflit : en 2023, 50 groupes armés s'identifiaient à la cause séparatiste anglophone.

L'ensemble de ces facteurs a érodé le poids des revendications indépendantistes des séparatistes auprès du gouvernement de Yaoundé. La fragmentation du mouvement séparatiste et les mauvais traitements infligés aux civils par les combattants ont entamé sa crédibilité en tant que partenaire de négociation et impacté sa capacité à agir en tant que tel. Les forces gouvernementales et les combattants séparatistes ont assombri les perspectives de résolution pacifique du conflit en se livrant à des violations des droits de l'homme et en réagissant par la force à l'expression d'opinions politiques dissidentes.¹ Ces facteurs ont à leur tour réduit l'espace politique dont disposent les autres représentants anglophones pour négocier des concessions plus modérées. Ils auraient également entravé les consultations avec les anglophones sur certains projets politiques et la réforme du cadre du statut spécial accordé aux provinces anglophones en 2019.²

Le degré d'organisation et de leadership varie d'autant plus au sein des mouvements séparatistes que le nombre de groupes armés

non coordonnés ne cesse de croître. Certains groupes ont une structure organisationnelle plus hiérarchisée. Ils sont en relation avec des dirigeants politiques de la diaspora ou des groupes se présentant comme des gouvernements qui leur fournissent des financements. De nombreux autres séparatistes armés opérant dans la région anglophone forment de petits groupes armés de moins de 30 combattants, dont les ambitions politiques et économiques sont plus localisées. Avec la fragmentation du conflit, ceux-ci sont de plus en plus fréquents. Les séparatistes plus organisés sont généralement ceux qui ont réussi à conserver un certain soutien de la diaspora (à la fois politique et matériel). Les groupes plus petits et plus fragmentés se livrent pour leur part davantage à des activités illicites précises, telles que la contrebande ou l'extorsion. Ces deux types de groupes prélèvent cependant de lourdes taxes et extorquent les populations locales, y compris dans le cadre de leurs activités illicites.

En raison du conflit en cours et des revendications territoriales concurrentes des groupes séparatistes et du gouvernement de Yaoundé, de nombreux acteurs non coordonnés, dont les groupes séparatistes, le gouvernement de Yaoundé, le secteur privé et les organisations humanitaires, assurent la fourniture ou sont responsables de l'absence de fourniture de toute une panoplie de services fiscaux, publics et de sécurité au Cameroun anglophone. Plutôt que d'assurer eux-mêmes une gouvernance efficace, les groupes armés anglophones ont choisi de rendre la gouvernance difficile pour Yaoundé en détruisant des biens publics, des infrastructures et d'autres ressources économiques vitales dans le but d'œuvrer pour l'indépendance. Les séparatistes s'en prennent aussi violemment aux civils qui ne soutiennent pas la cause anglophone.

Le présent rapport envisage dans sa conclusion les issues potentielles du conflit séparatiste. Les luttes intestines et la diminution des capacités des groupes séparatistes empêcheront probablement tout progrès vers l'indépendance de la région anglophone. L'importance stratégique des ressources naturelles de la région anglophone, notamment du pétrole, du bois et des terres agricoles très fertiles,³ rend improbable toute concession en faveur d'une autonomie complète. Sans compter qu'en s'en prenant aux civils les combattants séparatistes et les forces de l'État perpétuent les tensions. À l'heure actuelle, le gouvernement de Yaoundé ne semble guère disposé à faire des concessions politiques plus grandes aux provinces anglophones. L'escalade générale de la violence politique en 2023 et depuis début 2024 dans la région anglophone témoigne cependant d'un besoin croissant de règlements politiques justes et durables.



INTRODUCTION

Depuis octobre 2017, la région du Cameroun anglophone est le théâtre d'une flambée de conflits armés⁴ qui ont éclaté après l'annonce unilatérale par des groupes séparatistes de leur sécession du gouvernement francophone de Yaoundé et de la formation d'un État distinct dans la région anglophone, appelée l'Ambazonie. L'appel à l'indépendance lancé par les groupes séparatistes a fait suite à de nombreuses manifestations organisées tout au long de l'année 2016 par des organisations issues de la société civile, qui réclamaient la fin de la discrimination économique, politique et culturelle imposée, selon elles, par le gouvernement de Yaoundé à la région anglophone.⁵ La violence armée dans cette région s'est intensifiée après octobre 2017, lorsque les forces de l'État ont réprimé ceux qu'elles considéraient être des sécessionnistes, intervention qui a fait plusieurs victimes et donné lieu à des centaines d'arrestations.⁶

Au départ, les groupes séparatistes anglophones ont bénéficié d'un soutien financier important grâce aux réseaux des Camerounais anglophones de la diaspora.⁷ Leurs objectifs étaient de conquérir le pouvoir politique dans une région anglophone ayant vocation à devenir indépendante, ou d'aboutir à des réformes plus fortes de fédéralisme. Certains groupes séparatistes ont d'abord pris le contrôle de populations civiles et ont fourni un enseignement en anglais, des mécanismes de justice locale, des moyens pour cultiver et assurer la sécurité, en particulier entre le début du conflit en 2017 jusqu'à 2019.⁸ Si le soutien de la diaspora reste une source de revenus importante pour certains groupes séparatistes anglophones, ces financements ont considérablement diminué depuis 2019 en raison de plusieurs facteurs, tels que l'augmentation de la violence à l'encontre des civils par les groupes séparatistes armés, la montée du cynisme à l'égard des efforts de mobilisation de la diaspora et la lutte contre les transferts financiers envoyés aux groupes armés. Les groupes séparatistes armés se sont alors tournés davantage vers une variété d'économies illicites afin de financer leurs activités, et notamment vers les enlèvements contre rançon, la taxation, l'extorsion, la contrebande et le trafic d'armes. Comme de nombreux groupes armés non étatiques, pour ne citer que les groupes rebelles tchadiens

une fois privés du soutien financier du Soudan en 2010, les groupes armés se sont appuyés sur les économies illicites comme sources de financement.⁹

Ces dernières années, le conflit dans la région anglophone a continué de s'intensifier et la cause séparatiste de se fragmenter. Le nombre d'incidents violents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a augmenté de 69 % en 2023 par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la plus forte hausse annuelle depuis 2020. Les séparatistes continuent de se diviser en groupes distincts et peinent à conclure des alliances, entretenant de ce fait des relations conflictuelles avec d'autres groupes anglophones. D'autres groupes armés ont également recouru à la violence, notamment les milices communautaires et ethniques. Dans un contexte d'exposition croissante de la population locale au danger, le nombre de civils pris pour cible a augmenté de 83 % en 2023 par rapport à 2022. Le conflit dans la région anglophone a éclipsé la violence des insurgés dans l'Extrême-Nord en 2018, la violence dans cette région étant passée de moins d'un quart du nombre total d'actes de violence politique au Cameroun en 2017 à plus de 70 % en 2023. L'insécurité dans la région anglophone a entraîné le déplacement interne de plus d'un million de personnes au total, et d'un nombre similaire de personnes vers d'autres parties du Cameroun et vers le Nigéria.¹⁰

Dans ce rapport, nous examinerons comment la moindre capacité des séparatistes armés à maintenir leur légitimité a conduit à augmenter la coercition exercée par les séparatistes pour imposer leur pouvoir et leur influence au niveau local. La diaspora anglophone a perdu de sa confiance dans les combattants anglophones. Les divisions associées aux luttes intestines entre des séparatistes qui prennent les civils pour cible ont par ailleurs entamé sa volonté de soutenir financièrement les groupes armés anglophones. Cette perte de financement de la part de la diaspora a eu des répercussions négatives sur les groupes séparatistes qui se sont mis à taxer davantage les civils ou à les enlever contre rançon afin de financer leurs opérations. La violence constante des forces de l'État continue malgré tout à justifier le soutien de certains anglophones au mouvement séparatiste armé.¹¹

Méthodologie

Le présent rapport est le troisième d'une série de rapports consacrés au rôle central des économies illicites dans le domaine d'étude plus large de la gouvernance des groupes armés. Cette série est le fruit d'une collaboration entre l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) et la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) et résulte d'une prise de conscience croissante du rôle majeur des économies illicites dans les stratégies des groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Par souci d'exhaustivité, le présent rapport intègre un large éventail de sources primaires et secondaires. Il s'appuie sur des données collectées sur le terrain par l'ACLED au Cameroun depuis 1997, et des recherches effectuées l'année dernière par l'ACLED et la GI-TOC. Il reflète également les discussions menées depuis des années avec des observateurs et des informateurs au Cameroun.

D'autres entretiens ont été réalisés en 2023 par des chercheurs de la GI-TOC à Douala et à Yaoundé, et des entretiens supplémentaires ont été menés par des chercheurs consultants dans les provinces du Nord-Ouest et

du Sud-Ouest. Les entretiens ont porté sur un large éventail d'individus, notamment des membres de groupes armés, des membres de communautés, des personnes ayant une connaissance spécifique des économies illicites ainsi que des universitaires travaillant sur le conflit dans la région anglophone. Un petit nombre d'experts disposant de solides réseaux dans les provinces anglophones ont commandé des livres blancs. D'autres entretiens ont été menés avec une multitude de parties prenantes, du gouvernement camerounais et de la communauté internationale aux organisations et associations locales, en passant par les victimes de la violence des groupes armés et de la criminalité organisée.

Parallèlement à ces sources primaires, un examen approfondi de la littérature grise ainsi que des sources universitaires et médiatiques a été entrepris. Les canaux médiatiques et les moyens de communication des séparatistes anglophones ont fait l'objet d'un suivi particulier. L'extraction et l'analyse des données de l'ACLED et des recherches de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest de la GI-TOC ont joué un rôle clé dans la réalisation de ce rapport.



ORIGINE ET ÉVOLUTION DU CONFLIT ANGLOPHONE

Si les troubles dans la région anglophone ont éclaté en 2016, leurs origines historiques remontent à la période de transition entre la domination coloniale et le début de l'indépendance du Cameroun. Le gouvernement francophone de Yaoundé aurait négligé le développement économique du Cameroun anglophone pendant des décennies, notamment pendant la vague de cessions et de privatisations de grandes entreprises dans l'ouest du Cameroun, et suite à l'abandon de propositions de projets d'infrastructure et de développement.¹² De plus, les anglophones avaient un accès inégal à la justice et à l'éducation. En effet, les supports juridiques n'étaient pas disponibles en anglais, on parlait français dans les salles d'audience et les enseignants anglophones n'étaient pas autorisés à enseigner en anglais aux élèves anglophones.¹³

Le mouvement séparatiste est le fruit de plusieurs groupes et intérêts distincts, qui se sont parfois coordonnés pour un bénéfice mutuel, mais qui ont souvent opéré de manière indépendante ou en opposition les uns avec les autres. Bien que la discrimination de la région anglophone ait provoqué un tollé général, qui a permis de rallier la résistance en 2016 et 2017, les profondes divisions au sein du mouvement anglophone ont empêché l'émergence d'une voix anglophone unifiée.¹⁴ Dans la partie suivante, nous examinerons les origines des divisions anglophones et francophones qui ont donné naissance au mouvement politique anglophone lors de la mobilisation des partis politiques dans les années 1990. Nous nous intéresserons ensuite à l'escalade des manifestations en 2016 et 2017 qui ont débouché sur un conflit armé généralisé. Enfin, nous étudierons l'évolution de la violence politique de 2020 à nos jours.

Divisions coloniales et post-coloniales : 1960–2016

Les griefs qui sous-tendent le conflit anglophone remontent à la fin de l'administration coloniale française et britannique, en 1960 et 1961 respectivement. La France et le Royaume-Uni ont décidé de réunifier le Cameroun britannique méridional avec le Cameroun français pour créer une fédération de deux états : le Cameroun de l'Est et de l'Ouest. Les Camerounais de l'Est et de l'Ouest ont conservé les nombreuses formes d'institutions politiques, sociales et juridiques de leurs prédécesseurs coloniaux, comme le fait d'avoir un premier ministre distinct au Cameroun de l'Ouest et d'avoir recours au système de la Common Law plutôt qu'au régime présidentiel et au droit civil comme au Cameroun de l'Est.¹⁵ Le système de gouvernement fédéral a été aboli peu après, en 1972, ce qui a permis au gouvernement francophone de Yaoundé de pratiquer des formes de discrimination économique et juridique envers la région anglophone.¹⁶ Plus précisément, les politiques économiques ont favorisé la région francophone, l'éducation et le secteur public ont mis l'accent sur la langue française, et des difficultés ont persisté dans la reconnaissance des deux systèmes juridiques, pour ne citer que l'absence de corps judiciaire dans la section Common Law de la Cour suprême.¹⁷

Les griefs de la population anglophone se sont amplifiés, entraînant une augmentation des revendications politiques des anglophones au cours de la période qui a suivi l'indépendance, et plus encore lors du passage à un système

multipartite dans les années 1990. De nouvelles demandes visant à garantir la participation des anglophones à la vie nationale et politique en protégeant et en promouvant l'usage officiel de la langue anglaise, qui permettrait aux anglophones d'être mieux représentés au Cameroun par la population anglophone, ont été formulées dans les années 1990 par le biais d'une organisation politique pacifique et d'une mobilisation plus militante.¹⁸ Cette mobilisation a conduit à la perception d'une identité camerounaise anglophone distincte. Cette identité tranchait avec l'identité nationale « unifiée » prônée par le Cameroun francophone et le gouvernement de Yaoundé.¹⁹ Les anglophones se sont alors davantage mis à exiger des formes d'autonomie dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.²⁰

Cette période a joué un rôle déterminant non seulement dans l'élargissement de la mobilisation politique anglophone, mais aussi dans l'établissement de liens entre le militantisme, les économies illicites, les comportements criminels et la gouvernance, qui se sont traduits par l'intervention de groupes armés dans le maintien de l'ordre.²¹ Les jeunes militants anglophones ont gagné du terrain suite à la transition vers un système multipartite au début des années 1990. Parallèlement, sont apparues des formes d'organisation plus militantes, notamment des milices communales appelées groupes « antigang », censées lutter contre le fort taux de criminalité

locale et défendre les communautés contre les tactiques violentes utilisées par les forces de sécurité pour étouffer les manifestations anglophones.²² Les mouvements antigang ont réprimé, parfois violemment, la criminalité, apparentant souvent leurs interventions à du service civique tout en adoptant eux-mêmes des comportements violents et illicites. Certains de ces groupes ont été les précurseurs des groupes armés anglophones et du développement de la criminalité armée. Les groupes antigang ont en effet été confrontés aux mêmes problèmes de légitimité que les séparatistes armés apparus ultérieurement, en raison d'un manque d'unité et de niveaux élevés de violence à l'encontre des civils qu'ils étaient censés protéger. Au lieu de défendre localement la population contre les groupes criminels et la violence des forces de l'État, les groupes antigang ont commencé à se battre les uns contre les autres, à cibler les civils et à se livrer à des activités criminelles, perdant ainsi peu à peu la confiance des communautés locales.²³

Certains groupes antigang sympathisants de la cause anglophone se sont servis de leur capacité à faire usage de violence pour imposer l'adhésion à des mesures de perturbation du gouvernement de Yaoundé par le biais de grèves et de manifestations à visée politique. Dans le cadre de ces opérations de « villes mortes », chacun était appelé à rester chez soi en signe de protestation contre les injustices dans la région anglophone, une tactique que les groupes

armés anglophones ont souvent repris par la suite.²⁴ Les groupes antigang ont également réglementé de manière violente les comportements jugés immoraux ou dangereux.²⁵ Ils punissaient notamment violemment la consommation d'alcool, le jeu et la prostitution (cette dernière étant considérée comme une menace pour la société en raison de la propagation à l'époque du VIH dans la capitale de la région du Nord-Ouest, Bamenda).²⁶ Au milieu des années 1990, de nombreux mouvements antigang ont toutefois perdu le soutien initial de la population en raison de leur propre comportement criminel.

Les membres des mouvements antigang se sont également impliqués dans la nouvelle phase multipartite de la vie politique camerounaise, créant notamment des ligues de jeunes plus radicales au sein des partis. La création du Southern Cameroons National Council (SCNC) en 1994 a retenu toute l'attention de ces ligues des jeunes. Le SCNC avait l'adhésion d'une large partie de la société anglophone au sens large, mais sa Ligue des jeunes est devenue le foyer des plus radicaux. Parmi ces membres, figuraient des leaders étudiants de l'université anglophone de Buea en particulier, ainsi qu'un certain nombre d'anciens militants antigangs.²⁷ Si le SCNC et sa Ligue des jeunes ont tous deux participé à des manifestations, celles organisées par la Ligue des jeunes ont souvent donné lieu à des affrontements violents entre les forces de l'ordre et les manifestants.

L'escalade des troubles débouchent sur des conflits armés : 2016–2017

Les revendications politiques et les violences occasionnelles des années 1990 et 2000 se sont muées en manifestations de grande ampleur en 2016, année où avocats, juges et enseignants se sont organisés pour protester contre les changements anticipés par le gouvernement francophone de Yaoundé dans le but de modifier les systèmes juridiques et éducatifs de la région anglophone. La nomination de juges francophones dans la région anglophone prévue par le gouvernement de Yaoundé a conduit de nombreux groupes réunis au sein du Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (Consortium de la société civile anglophone du Cameroun ou CACSC) à manifester en octobre 2016. Bien que de nombreux organisateurs exigeaient alors une transition vers le fédéralisme, un appel généralisé au séparatisme a été lancé. En janvier 2017, le CACSC a imposé la première des opérations « villes mortes », et les manifestants ont commencé à s'insurger de manière croissante contre le manque de bilinguisme dans l'éducation et le secteur public.²⁸

De petits groupes d'activistes anglophones à tendance militante se sont formés fin 2016 et début 2017, utilisant souvent WhatsApp et les réseaux sociaux pour identifier les infractions présumées aux opérations « villes mortes » imposées, et exhortant les membres à punir violemment les auteurs de ces infractions.²⁹ Parallèlement, les arrestations, les passages à tabac et les incursions des forces de sécurité, tant dans les villes que dans les villages, contre des auteurs de troubles anglophones présumés

se sont multipliés en 2017.³⁰ Les violences des forces de sécurité à l'encontre des civils ont suscité la mobilisation de groupes d'autodéfense composés essentiellement de jeunes villageois armés de machettes ou de pierres.³¹ Bien que certains aient pu avoir des ambitions plus larges, la première mobilisation contre la violence des forces de l'État n'a globalement pas dépassé le stade des villages.³² Les premiers groupes d'autodéfense coordonnés à l'échelle locale étaient composés de membres des précédents groupes antigang. Ils se sont ensuite peu à peu liés à des groupes politiques sécessionnistes plus larges et à des structures de commandement revendiquant un État anglophone indépendant.

Suite à l'interdiction, le 17 janvier 2017, du SCNC et de la Ligue des jeunes du Cameroun méridional par le gouvernement de Yaoundé,³³ de nombreux membres de la Ligue des jeunes ont rejoint des groupes d'autodéfense. Ces Amba Boys, comme on les appelle souvent, ont bénéficié d'un soutien accru de la diaspora pour défendre les habitants contre la violence perpétrée par les forces de l'État. Certaines des personnes qui ont levé des fonds en faveur de l'action armée auprès de la diaspora, ou qui ont pris fait et cause pour les Amba Boys sur les réseaux sociaux, étaient d'anciens membres de la Ligue des jeunes du Cameroun méridional.³⁴ Les anglophones vivant en dehors du Cameroun ont été largement informés de la répression brutale des manifestations par les forces de l'État.³⁵ Cela a incité la diaspora (principalement en Belgique, au Canada, au Nigéria,

en Afrique du Sud et aux États-Unis) à soutenir davantage les groupes d'autodéfense dans le cadre de leurs opérations de protection des civils. La répression a également donné lieu à des appels en faveur d'un mouvement sécessionniste coordonné.³⁶

Comme cela a été le cas pour de nombreux mouvements politiques anglophones, la vie de ce qu'il restait du SCNC a été marquée par des scissions et des divisions, y compris parmi les leaders de la diaspora.³⁷ Des groupes politiques concurrents désireux de devenir les seuls représentants de la cause séparatiste anglophone se sont ensuite développés. Les deux plus importants étaient le gouvernement intérimaire de l'Ambazonie (IG) et l'Ambazonia Governing Council (Conseil de gouvernement d'Ambazonie ou AGC ou AGovC). L'IG a coordonné plusieurs groupes armés au sein de l'Ambazonia Self-Defence Council (Conseil d'autodéfense de l'Ambazonie

ou ASDC). Rival de l'IG, l'AGC visait également à établir un gouvernement au Cameroun anglophone et à mettre en place une aile militaire appelée Ambazonia Defence Forces (Forces de défense de l'Ambazonie ou ADF). (Plusieurs autres petits groupes armés ont vu le jour après 2017, dont beaucoup issus d'anciennes milices d'autodéfense ou de fragments de groupes sécessionnistes plus importants.)

Les troubles se sont encore aggravés en septembre et octobre 2017, lorsque des dizaines de milliers de manifestants ont exigé l'élimination de la discrimination à l'encontre de la région anglophone et réclamé l'indépendance.³⁸ Le 1er octobre 2017, plusieurs groupes armés anglophones ont annoncé l'indépendance de la région anglophone, provoquant des manifestations de soutien à la cause anglophone et une réponse sévère du gouvernement.³⁹

Rébellion séparatiste : 2017–aujourd'hui

À mesure que les manifestations prenaient de l'ampleur et que leur répression par les forces de l'État se faisait plus sévère, l'idée d'une rébellion armée a gagné en popularité dans la région anglophone et au sein de la diaspora anglophone.⁴⁰ Un combattant d'un groupe armé a qualifié ces premiers temps de « période faste » sans « pratiques néfastes », décrivant une époque où il existait une « relation de nature romantique entre la population et les restaurationnistes », qualificatif utilisé en référence aux forces de restauration anglophones.⁴¹

À la fin de l'année 2017, les manifestations ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, la police ayant de plus en plus recours à la force et faisant des dizaines de victimes parmi les manifestants et les civils soupçonnés de soutenir la cause anglophone.⁴² Entre-temps, les groupes d'autodéfense se sont enhardis à tenter des actions offensives. Ils prenaient de plus en plus les armes (des fusils de chasse pour beaucoup d'entre eux⁴³) et se heurtaient aux forces militaires, utilisant les forêts pour tendre des embuscades à des soldats mieux équipés.⁴⁴ Un combattant séparatiste actif dans la division Kom, dans la région du Nord-Ouest, a déclaré que la « frustration accentuée par le chômage, l'oppression pure et simple, l'exploitation et la marginalisation sous toutes ses formes » était à l'origine de la prise d'armes.⁴⁵

La première réponse de Yaoundé à l'escalade de la violence a été le déploiement de forces de l'État pour réprimer les groupes armés, apparemment dans l'idée qu'une réponse rapide et sévère permettrait de stabiliser la situation.⁴⁶ La capacité militaire des forces de l'État a été renforcée par le déploiement de milliers de soldats, infligeant de nombreuses pertes aux combattants séparatistes.⁴⁷ Durant l'offensive, les forces de l'État ont souvent fermé certains secteurs des zones habitées pour y rechercher des combattants ou des sympathisants de groupes anglophones.⁴⁸ Le nombre de civils pris pour cible, majoritairement par les forces militaires de l'État, a augmenté. En 2016, la violence politique dans la

région anglophone représentait moins de 1 % de la violence politique totale au Cameroun, dans un contexte de violence insurrectionnelle simultanée dans la région de l'Extrême-Nord. Fin 2018, 70 % des violences politiques étaient perpétrées dans la région anglophone, la violence des insurgés ne reculant que légèrement au cours de cette période (voir figure 1).⁴⁹

Les réponses politiques du gouvernement de Yaoundé (négociations diplomatiques, élections régionales, politiques de statut spécial pour la région anglophone et quelques tentatives culturelles telles que le recrutement d'enseignants bilingues) n'ont globalement pas suffi à répondre aux revendications anglophones.⁵⁰ Le gouvernement de Yaoundé a également tenté d'apaiser les groupes anglophones en 2020 en organisant les premières élections régionales de l'histoire du pays. Ce processus a permis d'ouvrir de nombreux postes de conseillers disposant d'un pouvoir de décision sur certaines questions locales.⁵¹ Le parti au pouvoir a cependant dominé les élections, remportant neuf des dix sièges régionaux, et plusieurs groupes séparatistes ont boycotté le processus.⁵² Avant et après les élections régionales, les données de l'ACLED font état de nombreux actes de violence visant des fonctionnaires dans la région anglophone, la quasi-totalité des attaques et des enlèvements étant perpétrés par des groupes séparatistes. Les séparatistes ont particulièrement ciblé les fonctionnaires locaux au deuxième trimestre 2021, lorsque les candidats élus ont pris leurs nouvelles fonctions.

Les violences politiques dans la région anglophone ont continué à s'intensifier à partir de 2017 et se sont traduites par une augmentation du nombre de civils pris pour cible par les deux parties, ainsi que par un recours accru aux explosifs et à la violence à distance.⁵³ Comme nous le verrons dans la section suivante, l'augmentation de la violence et des opérations indépendantistes menées par les groupes séparatistes s'est par la suite manifestée en interne par des conflits de leadership et une fragmentation des groupes armés.

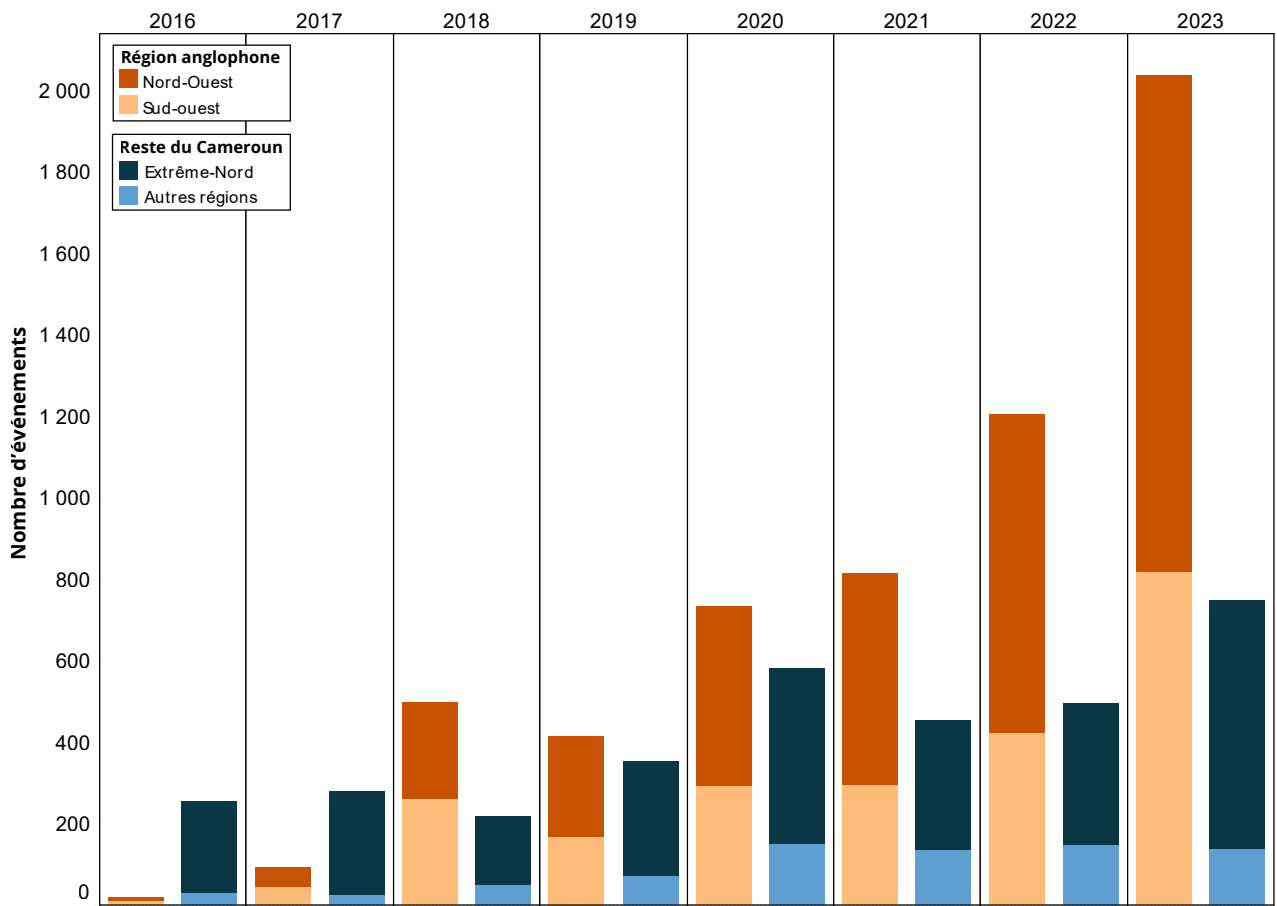


FIGURE 1 Troubles au Cameroun et dans la région anglophone, 2016–2023.

SOURCE : données de l'ACLED



LE MILIEU ACTUEL DU SÉPARATISME AU CAMEROUN

Les conflits dans la région anglophone se sont multipliés d'année en année, les événements violents augmentant en moyenne de 49 % par an entre 2020 et 2023. Le mouvement séparatiste a été marqué par une plus grande fragmentation et des luttes intestines après les premières années de conflit (2017 - 2019). Un nombre croissant de groupes armés séparatistes s'affrontent, chacun comptant de moins en moins de combattants dans ses rangs. Parallèlement, la violence est le fait d'un nombre croissant de milices ethniques et communautaires. Dans un contexte d'instabilité grandissante dans la région anglophone prise dans son ensemble, le Nord-Ouest représente une part croissante de la violence politique totale et au moins 60 % des

événements annuels depuis 2020. En 2023, l'augmentation du nombre de civils pris pour cible, la poursuite des combats entre les groupes séparatistes et les forces de l'État, et le regain de violence d'un groupe distinct de sécessionnistes appelé *Biafra Nations League from the bordering Bakassi peninsula of Nigeria*, ont entraîné une augmentation de la violence politique de 55 % dans le Nord-Ouest et de 98 % dans le Sud-Ouest, par rapport à l'année précédente.⁵⁴ Dans cette partie, nous examinerons d'abord la fragmentation croissante du conflit avant d'explorer les tactiques et la structure interne des groupes séparatistes anglophones. Nous étudierons enfin les alliances et l'animosité des anglophones à l'extérieur du Cameroun.

Un conflit marqué par la fragmentation

Du fait de leur nombre croissant, les groupes armés ont une composition et des structures internes variables, qui vont du commandement hiérarchique sous l'égide de gouvernements anglophones plus larges à des groupes plus indépendants et plus petits ayant des ambitions plus proches. Les querelles intestines ont augmenté de 80 % en 2022 par rapport à l'année précédente et de 83 % en 2023.⁵⁵ Si les groupes anglophones aspirent tous à plus d'autonomie politique, plus d'opportunités économiques et de dispositions juridiques ainsi qu'à une acceptation culturelle plus large, la cause séparatiste est depuis longtemps marquée par la désunion (*voir figure 2*).⁵⁶ Les différends entre les leaders anglophones, en particulier entre Sisiku Julius Ayuk Tabe (premier leader de l'IG, arrêté avec d'autres leaders au Nigéria et extradé vers le Cameroun pour y être condamné à la prison à vie) et Samuel Ikome Sako (qui a succédé à Tabe en tant que président par intérim) ont créé des scissions au sein des gouvernements anglophones autoproclamés.⁵⁷ D'autres leaders, dont Emmanuel Nji Tita,⁵⁸ Marianta Njomia,⁵⁹ Chris Anu⁶⁰, ont également affirmé avoir dirigé l'IG à différents moments. L'ancien leader du mouvement de la jeunesse anglophone, Ayaba Cho Lucas, dirige actuellement l'AGC.⁶¹ Si les groupes séparatistes s'affrontent pour s'emparer du pouvoir et de la représentation régionale, les groupes anglophones peinent de plus en plus à s'unir contre Yaoundé.⁶²

La concurrence entre ces groupes et leurs objectifs disparates ont réduit l'efficacité des groupes anglophones, tant dans la formulation de revendications politiques unifiées que dans la résistance aux offensives des forces de l'État. Au cours

du conflit anglophone, les principaux groupes politiques anglophones ont largement perdu le contrôle des groupes armés, en raison notamment de l'épuisement de leurs fonds. De leur côté, de nombreux groupes armés se sont concentrés sur le pouvoir et les ressources à l'échelle locale.⁶³ En 2020 et 2021, des dizaines de commandants séparatistes ont été tués, arrêtés ou ont déposé les armes, ce qui a souvent donné lieu à des luttes de pouvoir pour leur succéder.⁶⁴ Si les combats avec les forces de l'État ont fait de nombreuses victimes, un nombre croissant d'entre eux sont le fait d'autres groupes séparatistes ou de combattants issus des rangs d'un même groupe.⁶⁵ Selon l'ACLED, c'est au sein des forces de restauration anglophones, une organisation séparatiste fidèle à Samuel Ikome Sako et opérant sous l'égide de l'IG, que les luttes intestines sont les plus nombreuses.⁶⁶

Outre la fragmentation dans les rangs des séparatistes, le nombre croissant d'acteurs armés pose des problèmes de plus en plus importants pour la résolution du conflit et constitue une menace de plus en plus grave pour la population civile. En 2022, le nombre d'acteurs actifs dans le conflit a augmenté de 76 % par rapport à l'année précédente et, en 2023, il a atteint son niveau le plus élevé depuis le début de la crise anglophone, avec 50 groupes armés opérationnels en 2023 (*voir figure 3*). Nombre d'entre eux comprennent diverses factions anglophones. L'exacerbation des tensions ethniques et communautaires témoigne en parallèle d'une aggravation des divisions internes au sein de la région.



FIGURE 2 Groupes armés et organes politiques séparatistes anglophones.

SOURCE : Adapté de Nancy-Wangue Moussissa, *Cameroon: Who makes up the Ambazonian government and diaspora*, The Africa Report, septembre 2022 ; Maxwell Bone, *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, The New Humanitarian, juillet 2020 ; Gouvernement provisoire, *Who we are* ; Human Rights Watch, *'They are destroying our future'*, décembre 2021 ; Africa News, *Some warring parties in Cameroon's Anglophone crisis to enter peace process* - Canada, janvier 2023.

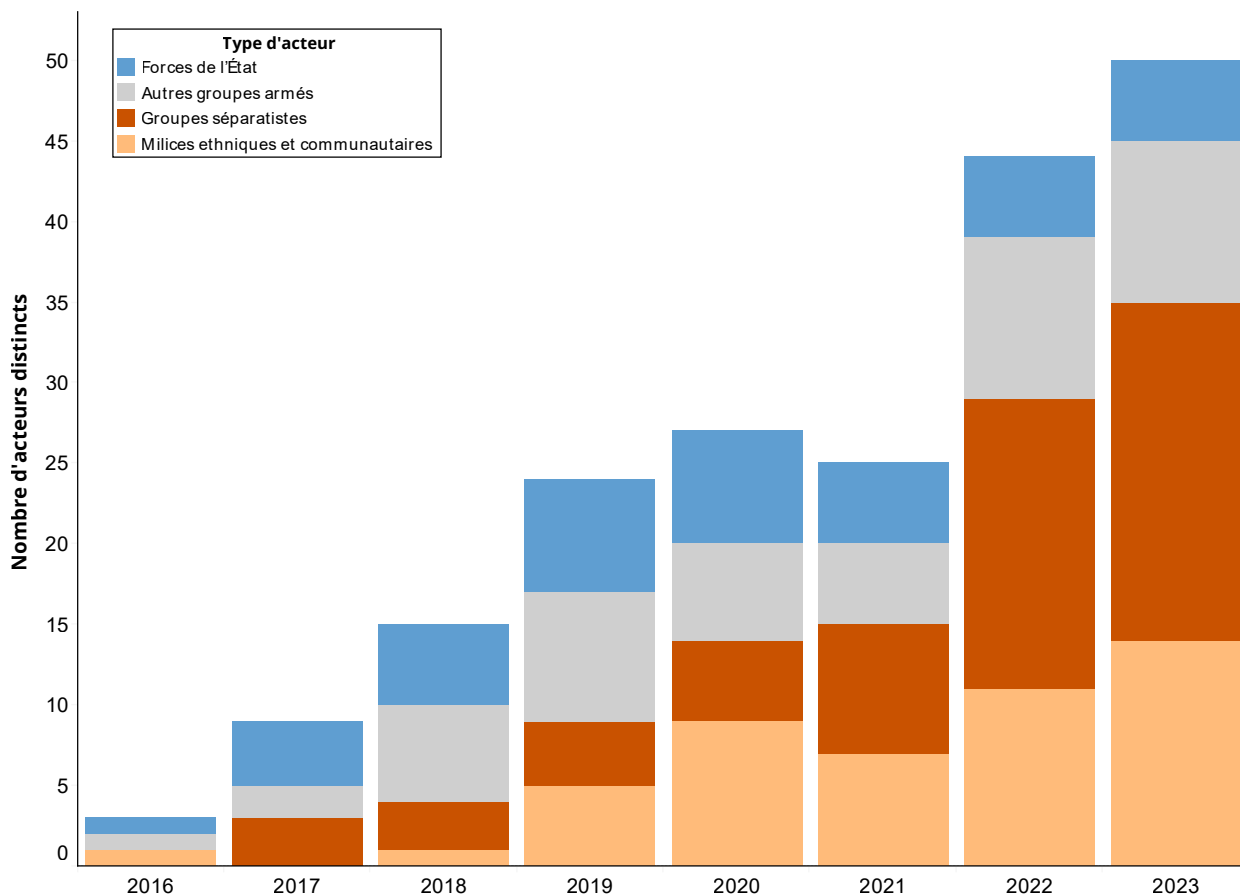


FIGURE 3 Prolifération des acteurs armés au Cameroun anglophone, 2016–2023.

SOURCE : données de l'ACLED

Les fortes divisions entre les identités géographiques et ethniques ont en effet empêché les séparatistes d'unifier la région sous une même identité de groupe anglophone.⁶⁷ Dans un pays qui compte plus d'une vingtaine de groupes ethniques, l'identité ethnique et communautaire reste un principe d'organisation fort pour de nombreux groupes armés séparatistes.⁶⁸

Dans le sillage d'une tendance plus générale à la mobilisation croissante des milices pro-gouvernementales dans toute l'Afrique de l'Ouest,⁶⁹ les forces de l'État apportent un soutien

économique et matériel grandissant aux milices pro-Yaoundé, les suppléant dans leur lutte contre les séparatistes dans la région anglophone.⁷⁰ Ces milices locales sont souvent composées de Mbororos, des éleveurs appartenant au groupe ethnique plus large des Peuls, qui ont souvent été victimes de violences ciblées de la part des combattants anglophones.⁷¹ Si les milices ethniques et communautaires ont commis moins de violence que les forces de l'État, la violence ethnique et communautaire a bondi en 2022 par rapport à l'année précédente, et a de nouveau augmenté de 17 % en 2023.⁷²

Tactique

Tout au long du conflit, les combattants séparatistes étaient généralement équipés d'armes de moins bonne qualité que celles des forces de l'État. Avant l'arrivée dans la région entre fin 2018 et début 2019 d'armes de contrebande venues du Nigéria, de nombreux combattants utilisaient des fusils de chasse rudimentaires.⁷³ Pour faire face aux armes plus sophistiquées des forces militaires, les séparatistes ont eu recours à des tactiques d'insurrection, tirant notamment

parti de la géographie forestière et montagneuse de la région anglophone.⁷⁴ Tout en maintenant des camps ruraux, les combattants ont également vécu parmi les sympathisants dans des zones peuplées. La diminution du soutien local a toutefois limité la capacité de certains séparatistes à vivre dans des régions où les populations sont laissées pour compte.⁷⁵

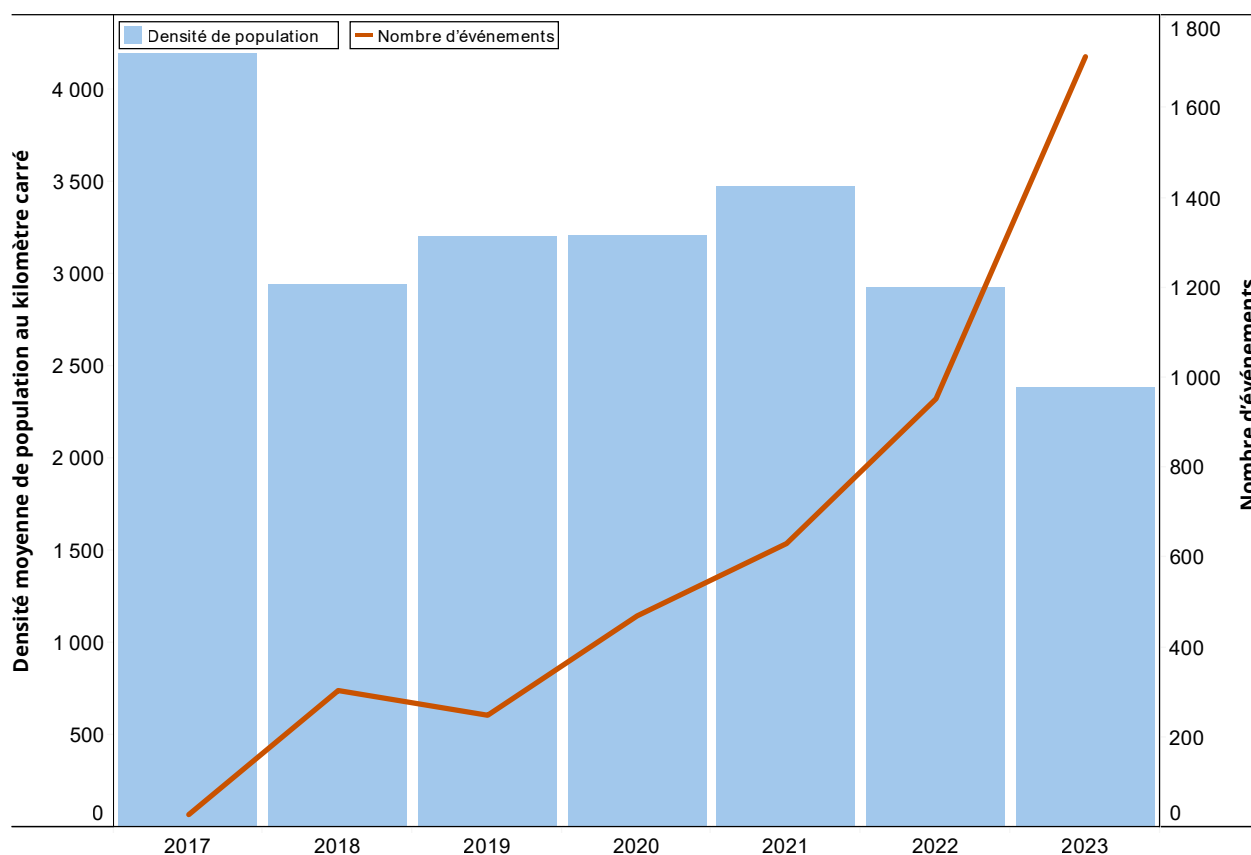


FIGURE 4 Violence politique impliquant des séparatistes au Cameroun anglophone, 2017-2023.

SOURCE : données de l'ACLED ; données sur la densité de population tirées de Global Human Settlement Layer

Étant donné les difficultés rencontrées par les combattants séparatistes pour asseoir leur légitimité locale et s'implanter dans des zones plus peuplées, des actes de violence sont de plus en plus perpétrés dans des zones à plus faible densité de population depuis 2021 (voir figure 4). Les premiers troubles de 2017 ont eu lieu dans des zones de plus de 4 000 habitants au kilomètre carré, les manifestants se rendant souvent dans les villes les plus peuplées de la région anglophone, telles que Bamenda et Mamfe. Confrontés aux forces de l'État et à une baisse du soutien dont ils disposaient, les combattants séparatistes ont tiré parti des avantages stratégiques qu'offre la topographie plus montagneuse des zones rurales, autour de Bui par exemple, plus difficile d'accès pour les forces militaires.⁷⁶ Depuis 2021, les cas de violence politique impliquant des

séparatistes ont diminué tout en se déplaçant des zones ayant une densité de population moyenne de plus de 3 000 habitants par kilomètre carré à moins de 2 500 en 2023.⁷⁷

Dans la droite ligne de ces tactiques d'insurrection, les séparatistes armés ont fait un usage intensif des engins explosifs improvisés, commettant la quasi-totalité des actes de violence par explosifs et à distance dans la région anglophone.⁷⁸ Après l'intensification des opérations militaires depuis la mi-2020, les séparatistes ont commencé à recourir de plus en plus à des engins explosifs improvisés (EEI), dont près de 60 fois en 2023. L'usage de la violence à distance par les séparatistes visait principalement l'armée et la police, mais a également frappé des civils à des dizaines d'occasions.⁷⁹

Structure interne du groupe et composition des groupes séparatistes

La taille, la structure, la direction et la composition des nombreux groupes anglophones varient considérablement d'un groupe à l'autre. Des différences idéologiques évidentes divisent les groupes armés opérant dans la région anglophone : certains exigent un État séparé et un fédéralisme plus poussé, tandis que d'autres se concentrent davantage sur le contrôle de zones de plus en plus localisées.⁸⁰ Parmi les groupes rebelles anglophones figurent d'anciennes milices d'autodéfense de plus petite taille, souvent appelées « Amba boys ».

Deux des plus grands groupes séparatistes anglophones (l'IG et l'AGC) coordonnent des groupes armés concurrents. L'IG coordonne le bras armé ASDC, composé de nombreux groupes armés locaux souvent appelés Forces de restauration. Bien qu'étant initialement le groupe séparatiste le plus important, l'ASDC rencontre des problèmes de leadership qui ont conduit de nombreuses forces de restauration à se séparer. Comme l'IG, l'AGC a créé l'Ambazonia Defence Forces en tant que branche militante. Les groupes armés plus conséquents, comme l'ADF et l'ASDC, ont une structure organisationnelle pyramidale, les leaders de la diaspora donnant des ordres aux généraux sur le terrain (voir figure 5). Les généraux, à leur tour, supervisent et donnent des ordres à de multiples sous-général, ou commandants de mission, qui dirigent des unités spécifiques.⁸¹ Un combattant séparatiste d'Awing, ville du Nord-Ouest près de Bamenda, a expliqué l'organisation hiérarchique de certains groupes en référence aux généraux. Les généraux contrôlent de nombreux camps, commandants de mission et soldats, en fonction de leur degré d'expérience avec la violence. Plus précisément, il a déclaré :

Un général contrôle plusieurs camps. L'accession à ce rang dépend de ce qu'on a fait de significatif. On peut par exemple avoir tué un soldat et pris son arme, ou pris l'arme [d'un soldat] puis l'avoir arrêté. On peut aussi avoir réussi une mission, en tant que commandant de mission, sans qu'aucun membre du bataillon ait été capturé ou tué. On est alors promu général.⁸²

D'autres militants ont mentionné l'utilisation de plusieurs camps de militants.⁸³ Certains combattants opéreraient toutefois de manière plus indépendante, sans structure de commandement claire.⁸⁴

Les personnes à la tête de l'IG s'appuient sur des unités dites zones de gouvernement local (LGA) pour gérer leurs activités sur le terrain avec l'aide de la « branche exécutive de la LGA » placée sous le contrôle de la diaspora. La branche exécutive de la LGA apporte un soutien administratif aux unités armées sur le terrain, des personnes au sein de chaque branche étant chargées de soutenir la LGA correspondante. Une milice séparatiste locale opère ainsi concomitamment aux autorités locales au sein d'une même zone.⁸⁵ Les LGA sont plus largement gérées par des administrations de comté, mais leurs dirigeants sont majoritairement basés à l'étranger.

Bien qu'il y ait une coordination entre les séparatistes, du fait de liens avec des lieux et des groupes ethniques spécifiques, les divisions internes et les conflits de leadership au sein de l'IG et de l'AGC ont conduit à de nombreuses scissions. En conséquence, les groupes armés opèrent souvent indépendamment des dirigeants au sens large. Les divisions entre militants anglophones donnent parfois lieu à des affrontements internes. Les séparatistes ont tendance à justifier ces frictions en accusant l'autre groupe de ne pas assurer correctement la gouvernance et la sécurité et de maltraiter la population civile. Dans l'une de ses déclarations, l'IG a même fait savoir que l'ADF figurait parmi les « deux principaux ennemis de sa liste d'ennemis », aux côtés du gouvernement de Yaoundé.⁸⁶ Les conflits internes donnent lieu à des violences et à des exécutions de commandants et de généraux.⁸⁷ Dans certaines zones, comme le Lebialem (un département de la région Sud-Ouest), plusieurs groupes séparatistes armés se disputent le contrôle du territoire.⁸⁸ Des dizaines de chefs de groupes armés séparatistes ont été tués depuis le début du conflit, et de nombreux autres l'auraient été au cours de luttes intestines souvent passées sous silence.⁸⁹

Les unités séparatistes comptent généralement moins de 30 combattants sous l'autorité de généraux et de commandants. Les groupes plus importants comptant plus d'une centaine de combattants, comme l'ADF, sont moins courants.⁹⁰ Certains groupes sociopolitiques, notamment les femmes et les chauffeurs de motos-taxis qui font l'objet de campagnes de recrutement stratégiques, constituent une part importante des recrues. Les femmes ont rejoint les groupes séparatistes en tant que combattantes, militantes politiques et sympathisantes. Elles représentent environ 10 % du nombre total de combattants séparatistes.⁹¹ Un combattant a ainsi raconté que les femmes occupaient des positions stratégiques dans les camps : « les femmes jouent le rôle de policières et de miliciennes, elles sont des sortes d'agents secrets ». ⁹² Les femmes endossent également un rôle stratégique dans le recrutement d'autres personnes ou dans l'incitation à adhérer à la cause anglophone. Elles considèrent en effet les forces de l'État comme un ennemi qui

a commis des violences à l'encontre des civils dans la région anglophone.⁹³

Les conducteurs de motos-taxis (appelés *okada*) constituent également une part importante du mouvement séparatiste qu'ils rejoignent en tant que combattants et sympathisants. Leur activité est sévèrement réprimée par les forces de l'État. Les motos sont largement utilisées pour faciliter les tactiques extrêmement mobiles des groupes anglophones. Elles permettent de transporter des armes et du personnel lors des opérations des insurgés en évitant les points de contrôle et les restrictions des forces militaires.⁹⁴ Les *okada* circulaient en convoi dans les rues pour manifester leur soutien à la cause anglophone et faire respecter les mesures « villes mortes ». ⁹⁵ Certains des principaux dirigeants séparatistes, comme le général No Pity, étaient auparavant chauffeurs d'*okada*.⁹⁶ Les conducteurs d'*okada* qui ne soutiennent pas les séparatistes sont pris pour cible car soupçonnés d'espionner les forces de l'État.⁹⁷

Liens transnationaux, alliances et inimitiés

De nombreux groupes séparatistes anglophones entretiennent des liens étroits à l'international, notamment par l'intermédiaire des Camerounais anglophones de la diaspora. La diaspora a joué un rôle fondamental au cours des premières années du conflit, les militants de la diaspora s'improvisant à la fois gouverneurs et organisateurs militaires à distance, en particulier après l'arrestation des dirigeants politiques séparatistes au Nigéria en janvier 2018.⁹⁸ L'influence et le contrôle des leaders de la diaspora sur les opérations des groupes armés ont diminué au fil du temps, perdant de leur crédibilité auprès des sympathisants extérieurs. Les structures globales qui représentent et contrôlent officiellement les groupes armés anglophones n'en demeurent pas moins intrinsèquement conçues pour garantir la participation de la diaspora en qualité de leader.

Ce leadership de la diaspora s'explique par le fait que nombre de ceux qui ont fui le pays lors de la montée des troubles en 2017 étaient déjà de jeunes militants et organisateurs bien connus. Depuis leur nouveau domicile aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Nigéria ou ailleurs en Europe et en Afrique, ces jeunes leaders anglophones ont tiré parti de leur audience sur les réseaux sociaux pour plaider en faveur d'une action plus radicale.⁹⁹ Un journaliste qui a suivi de près le conflit a décrit comme suit les liens entre les petites unités d'autodéfense dans les villages, les grandes figures de la diaspora et la cause séparatiste au sens large :

Des groupes ont commencé à se former et à s'aligner sur les leaders de la diaspora. Comme il était difficile pour des villages entiers de s'organiser et de dire « rassemblons-nous pour former des groupes armés », des bandes de jeunes garçons dans des villages se sont tout simplement réunis en petits groupes - je ne sais pas comment. Ils se sont ensuite tournés vers les leaders de la diaspora et leur

ont dit : « Voilà, nous avons créé ces groupes pour protéger les villages et nos terres. Maintenant, nous aimerions collaborer avec vous. » À cette époque, de jeunes garçons, voire de jeunes filles, se servaient de pierres, de bâtons et de coutelas. Ils ne faisaient pas usage d'armes, comme cela a été le cas plus tard. Ils ont ensuite commencé à attaquer les soldats et à s'emparer de leurs armes...

À l'époque où les groupes se formaient, certains leaders de la diaspora diffusaient des vidéos [sur les réseaux sociaux] d'hommes sur le terrain. [Dans les vidéos], ils disaient « Nous sommes ici, nous venons de former ce groupe et voilà le village où nous nous trouvons. Nous n'avons pas de chaussures. Nous n'avons pas ceci. Nous n'avons pas cela. Nous prêtons allégeance à cette personne ». Les leaders de la diaspora trouvent toujours un moyen de leur tendre la main, de leur fournir ce dont ils ont besoin puis commencent à les contrôler. Ces groupes se sont constitués d'eux-mêmes et ont simplement prêté allégeance à Ayaba Cho et à d'autres leaders de la diaspora.¹⁰⁰

Les connexions et structures reliant la diaspora aux groupes armés ont permis aux militants à l'étranger de jouer un rôle de premier plan (*voir figure 5*). Par exemple, la structure de commandement de l'IG permet aux activistes de la diaspora de jouer un rôle central dans l'organisation des activités des groupes armés qui leur sont affiliés.¹⁰¹ Les grands noms de la diaspora se sont vu attribuer du pouvoir parce qu'ils sont inspirants, mais aussi pour des raisons transactionnelles et de loyauté. Ils ont imposé leur leadership aux groupes sur le terrain en échange d'argent, d'armes ou d'informations, notamment sur les mouvements militaires. Ce soutien de la diaspora a donc contribué à fournir les trois ressources les plus importantes pour la lutte séparatiste.

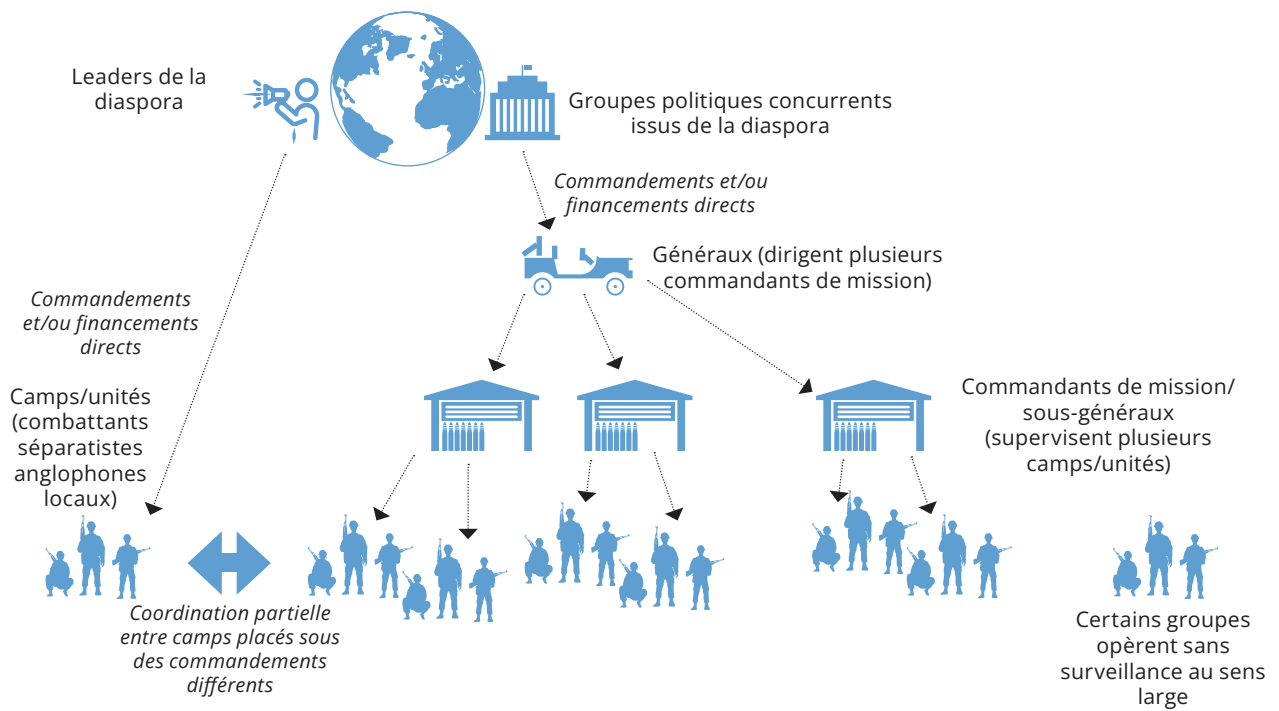


FIGURE 5 Groupes et leaders politiques issus de la diaspora au Cameroun.

SOURCE: ACLED

Les militants de la diaspora et les groupes armés sur le terrain ont pu obtenir de nombreuses informations sur les mouvements militaires, parfois directement auprès des soldats eux-mêmes, en échange de pots-de-vin ou d'autres faveurs.¹⁰² Cependant, la diaspora a également aidé les séparatistes à se procurer des armes plus directement.

Un universitaire et militant de Bamenda a raconté ce qui suit à propos des premiers jours du conflit :

[Un militant de la diaspora] qui se trouvait en Belgique a mobilisé un petit groupe de membres du SCNC pour faire entrer clandestinement des armes en provenance du Nigéria. Il s'est fait connaître en Europe en ligne et a trouvé de nombreuses personnes prêtes à l'aider. Il s'est envolé pour le Nigéria, a franchi la frontière camerounaise et a commencé à poster des photos de lui armé au Cameroun. Il est très facile de franchir cette frontière : il suffit de marcher. Il ne se contentait pas d'envoyer des armes, mais aussi de l'argent aux différents groupes de villageois.¹⁰³

Les membres de la diaspora ont d'abord accédé à des postes de commandement en raison de la capacité qu'on leur prêtait à collecter des fonds à l'étranger pour les groupes armés sur le terrain. Les groupes armés se chargent désormais de plus en plus eux-mêmes de réunir des fonds par d'autres moyens. Les activités économiques illicites sont devenues une composante essentielle de la continuité des financements, les activités illicites des combattants séparatistes ayant entraîné des ruptures entre les militants de la diaspora, les groupes armés et l'ensemble de la population camerounaise anglophone. Le recours aux enlèvements contre rançon ajouté à l'augmentation des violences à l'encontre des civils a diminué la popularité des groupes armés auprès des partisans de l'indépendance à l'étranger.

Les leaders de la diaspora ont aidé et encouragé les premiers groupes, de petite taille et mal organisés, à employer des méthodes plus perfectionnées et à élargir leurs horizons idéologiques. Grâce à leur présence en ligne, ils ont fait des adeptes et joué un rôle dans la coordination de groupes disparates qui n'avaient jamais interagi auparavant.



FINANCEMENT ET RESSOURCES

Le financement et les ressources tendent à exercer une influence déterminante sur l'évolution structurelle des acteurs armés, la plupart des décisions dépendant des moyens dont dispose un groupe. Dans le cas des séparatistes, certains groupes séparatistes ont commencé à se livrer à des enlèvements contre rançon en 2018, bien qu'à de moindres niveaux. Les enlèvements (qui ont dans leur majorité été suivis de demandes de rançon) se sont multipliés au cours des années suivantes et ont posé problème au point de paralyser le soutien de la diaspora. De même, les militants et les leaders de la diaspora ont perdu la confiance de nombreux anciens

sympathisants en raison de soupçons de mauvaise gestion financière. La baisse des revenus qui en a résulté a conduit les groupes armés à se tourner davantage vers les activités illicites, notamment les enlèvements contre rançon. En fin de compte, ces répercussions négatives ont divisé le mouvement anglophone, les combattants de base devenant des vecteurs moins crédibles de la cause séparatiste. Dans cette partie, nous examinerons comment les groupes armés anglophones se procurent les fonds et les biens nécessaires à leurs opérations. Nous étudierons également les motivations des séparatistes et l'impact des facteurs financiers sur l'organisation des groupes.

Financement des groupes armés par les militants de la diaspora

Le financement des combattants séparatistes par la diaspora¹⁰⁴ se fait par une série d'intermédiaires, dont les interventions impliquent souvent des virements d'argent par téléphone portable, des opérations de change et des crypto-monnaies. Si les militants de la diaspora et les donateurs peuvent effectuer des virements directs aux groupes séparatistes locaux, les structures organisationnelles plus larges (l'IG et l'AGC), les intermédiaires étrangers et les groupes armés locaux eux-mêmes facilitent les virements. Le gouvernement de Yaoundé a réprimé certains de ces flux financiers et emprisonné les personnes impliquées.¹⁰⁵ Compte tenu des restrictions croissantes imposées par Yaoundé et de la diminution du soutien de l'étranger, le financement de la diaspora a diminué au fil du temps, mais n'a pas été complètement interrompu.¹⁰⁶

De nombreux transferts effectués par la diaspora ne semblent pas passer par les principales structures d'organisation du mouvement séparatiste, mais plutôt d'un activiste de la diaspora au groupe armé affilié. Bien que les principales structures organisationnelles du mouvement séparatiste (à savoir l'AGC et l'IG) aient joué un rôle dans la collecte de fonds, il n'est pas certain qu'elles aient été, ou restent, la principale source de fonds de la diaspora pour les groupes armés anglophones. Les liens personnels entre les militants de la diaspora et certains groupes armés, ainsi que des facteurs locaux tels que l'engouement pour la cause anglophone, influent considérablement sur ce financement international.¹⁰⁷

Certains villages peuvent ainsi choisir de partager les fonds de la diaspora avec d'autres groupes dans le besoin.¹⁰⁸

Les modalités de transfert de fonds ont évolué au fil du temps. Au départ, ils étaient principalement effectués par téléphone portable par l'intermédiaire de services et d'institutions comme Western Union, MTN Mobile Money, Orange Money et MoneyGram.¹⁰⁹ En 2019, le gouvernement camerounais a commencé à surveiller de plus près les transferts et à arrêter ceux qui allaient les récupérer. Comme l'a expliqué un représentant de l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF), le gouvernement s'est rendu compte que les groupes armés séparatistes avaient tendance à venir récupérer l'argent tôt le matin ou tard le soir, et les forces de sécurité se sont donc mises à contrôler les retraits à ces heures-là, ce qui a conduit à de nombreuses arrestations.¹¹⁰

Plusieurs autres types de transferts sont alors entrés en jeu. Ils s'apparentent souvent au système hawala, si ce n'est que différentes devises sont parfois en jeu ou que les intermédiaires peuvent être des entreprises.¹¹¹ Un militant de la diaspora peut par exemple donner une importante somme d'argent (dans la devise de son pays d'origine) à un résident ou à une entreprise camerounaise, qui va transmettre ensuite une somme équivalente en francs centrafricains (CFA) à un groupe anglophone ou à un représentant. Du fait des différents intermédiaires et des échanges de devises, le système est difficilement traçable.¹¹²

Les précédentes modalités de soutien financier de la diaspora impliquaient des transferts bancaires. Le recours aux virements bancaires directs a permis au gouvernement de Yaoundé de suivre les fonds et a eu de graves conséquences pour certaines des personnes impliquées. Dans un cas, le gouvernement de Yaoundé aurait épluché le compte bancaire d'une personne et trouvé un transfert de la diaspora, ce qui a conduit à la poursuite et à l'incarcération de la personne à la prison de New Bell à Douala.¹¹³

Compte tenu de la proximité des provinces anglophones avec le Nigéria, une autre approche courante consiste à utiliser un agent nigérian pour transférer des fonds aux groupes armés séparatistes. Un leader de la diaspora peut, par exemple, persuader une entreprise nigériane de transférer une somme d'argent de son entreprise vers une entreprise anglophone au Cameroun. L'entreprise camerounaise retire alors l'argent qu'un représentant du groupe armé vient récupérer. Des marchandises peuvent aussi être achetées auprès de sources nigérianes puis transférées de l'autre côté de la frontière. Un ancien maître de conférences de l'université de Bamenda a décrit les achats directs d'armes nigérianes par la diaspora de la façon suivante :

Il y a des agents au Nigéria à qui l'on envoie de l'argent pour acheter des armes au marché noir. Ils recevraient entre 500 000 francs CFA et 20 000 000 francs CFA de la diaspora pour acheter des armes.¹¹⁴

Une approche sensationnaliste mais moins courante consiste à transférer des crypto-monnaies. En 2018, la République fédérale autoproclamée d'Ambazonie a créé l'« AmbaCoin », une crypto-monnaie, afin de collecter des fonds pour le mouvement.¹¹⁵ Cette monnaie s'est cependant avérée être peu demandée et une source de financement très marginale. Selon un agent de l'ANIF, la diaspora utilise aujourd'hui encore des crypto-monnaies plus classiques, soit pour effectuer des transferts vers les groupes armés anglophones, soit pour acheter des armes ou d'autres produits de première nécessité.¹¹⁶ En 2022, des ravisseurs ont exigé une rançon en bitcoins suite à l'enlèvement d'un prêtre catholique car les autres moyens de paiement, notamment par téléphonie mobile, ne pouvaient plus être utilisés en toute sécurité.¹¹⁷

Dans un contexte où de nombreux pays peinent à réglementer les transferts de crypto-monnaies, certaines entreprises du Cameroun anglophone peuvent contribuer à rendre les échanges de crypto-monnaies plus accessibles. Des kiosques portant le logo de la plateforme d'échange de cryptomonnaies Binance sont ainsi installés à Yaoundé et à Douala. Ces kiosques facilitent les paiements en cryptomonnaie et permettent d'échanger ou de retirer des cryptomonnaies en monnaie locale. Selon l'ANIF, de tels kiosques sont implantés à Douala depuis 2019. Les nouveaux textes réglementaires adoptés par le gouvernement de Yaoundé ont imposé des restrictions, mais l'ANIF affirme qu'elles ne sont pas encore appliquées et que les kiosques continuent de fonctionner illégalement.¹¹⁸

Plusieurs facteurs ont contribué à la baisse des financements de la diaspora depuis 2019 environ. Comme indiqué plus haut, le gouvernement camerounais a mis un frein à ces transferts d'argent, ce qui les a rendus plus difficiles à effectuer. L'affaiblissement du soutien de la population camerounaise anglophone à de nombreuses factions des groupes armés est un second élément à prendre en considération, comme nous le verrons plus en détail dans la partie suivante.¹¹⁹ Enfin, la diaspora anglophone a perdu confiance en certains leaders séparatistes bien connus, en raison de soupçons de détournement de fonds et de manœuvres de dissimulation des modalités d'utilisation des fonds. De nombreux donateurs ayant versé de l'argent à des activistes collectant des fonds pour la cause séparatiste auraient été amenés à croire qu'ils finançaient des actions humanitaires et non militantes.

Un journaliste couvrant le conflit a indiqué :

Les gens se sont rendu compte que l'argent qu'ils donnaient pour aider les personnes déplacées, envoyer les enfants à l'école ou aider les réfugiés était désormais utilisé pour acheter des armes, pour financer des groupes sur le terrain. Ils ont également appris que Sako avait changé de costume, était entouré de gardes du corps, vivait dans un hôtel, avait de plus grandes maisons. Les gens avaient connaissance du montant des contributions, mais pas des modalités d'utilisation de cet argent.

Si on demandait aujourd'hui aux contributeurs de l'époque de donner de l'argent, plus de 80 % d'entre eux ne le feraient pas. Pourquoi ? À l'époque, ils versaient de l'argent pour aider leur peuple, pas pour financer la guerre. Si leur objectif auparavant avait été de contribuer au financement de la guerre, ils y contribueraient d'autant plus aujourd'hui que les hommes sur le terrain sont lourdement armés.¹²⁰

Si de nombreux membres de la diaspora ont envoyé des fonds dans l'espoir de financer des efforts humanitaires, il est clair que de nombreux dons ont également été versés explicitement dans le but de soutenir la lutte armée contre le gouvernement de Yaoundé. Dès les premières années du conflit, les campagnes de collecte de fonds montraient souvent des images de combattants séparatistes. Les émissions de la chaîne de télévision ABC Amba documentant le conflit ont par exemple eu un impact positif sur les collectes de fonds auprès des sympathisants à l'étranger.¹²¹ Cela suggère que de nombreux donateurs étaient conscients et réceptifs à l'idée que leurs fonds viennent financer le militantisme violent dès les premiers jours du conflit, même si d'autres ont été trompés sur l'utilisation de leurs dons. La perte de crédibilité des leaders de la diaspora a néanmoins joué un rôle important dans la diminution des dons de la diaspora. Ce déclin est également lié à la perte de crédibilité des groupes armés eux-mêmes, du fait notamment de la façon dont ils traitent les civils.

Financement par la taxation, extorsion et enlèvement contre rançon

Confrontés à une diminution du soutien financier de la diaspora, les séparatistes ont multiplié les enlèvements contre rançon et les pillages pour financer leurs groupes. Le ciblage de civils anglophones a commencé en 2017, mais est resté rare. Plus de 89 % des civils ciblés dans la région anglophone l'ont été par les forces de l'État en 2017.¹²² Les séparatistes s'en sont cependant pris un peu plus chaque année aux civils. En 2020, près de 48 % de l'ensemble des violences politiques commises au Cameroun anglophone leur étaient imputables. Cette augmentation des cibles civiles, qui s'est notamment traduite par une forte hausse des rapt et des enlèvements contre rançon en 2022 et 2023 (voir figure 6), a sapé plus encore le soutien de la diaspora et des civils locaux.

Pour se procurer des revenus localement, les séparatistes ont notamment eu de plus en plus recours aux enlèvements contre rançon. Lorsque les enlèvements par les groupes séparatistes ont commencé en 2018 et 2019, une spirale d'auto-renforcement de la violence s'est déclenchée. Les groupes issus de la diaspora sont devenus de plus en plus réticents à envoyer de l'argent aux groupes armés, ce qui les a rendus plus dépendants des

enlèvements et d'autres formes d'exploitation. Selon les termes d'un universitaire et militant de Bamenda :

Les liens entre la diaspora et les gars ont changé lorsque les enlèvements et les demandes de rançons ont commencé. [De 2017 à 2019, la diaspora disait : « Ce sont nos gars ! ». Mais elle a cessé de le faire lorsque les enlèvements ont débuté car certains groupes étaient naturellement moins engagés en faveur de la guerre et tenaient à préserver leur argent. La diaspora ne pouvait pas savoir qui était responsable des enlèvements et n'était pas en mesure de soutenir des personnes dont elle n'était pas sûre... Les gars exigent donc maintenant des contributions et ont trouvé d'autres moyens de survivre sans ce financement.¹²³

Cette incursion dans le domaine des enlèvements et d'autres formes de ciblage des civils a joué un rôle important dans la fragmentation du mouvement séparatiste anglophone concomitamment à d'autres évolutions politiques plus larges. Même s'ils ont permis de collecter efficacement des fonds, les enlèvements ont signé le déclin du soutien des populations locales et de nombreux sympathisants

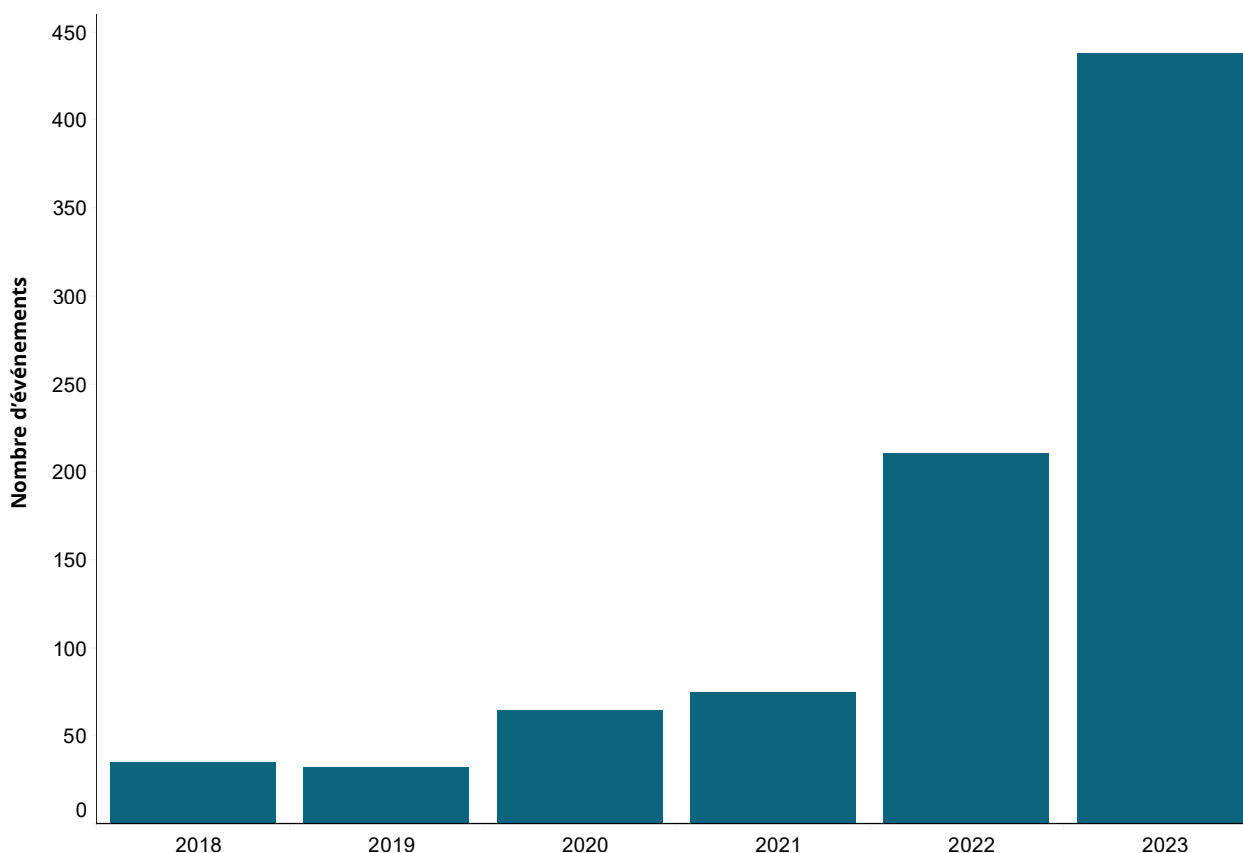


FIGURE 6 Enlèvements et séquestrations par les séparatistes au Cameroun anglophone, 2018–2023.

SOURCE : données de l'ACLED

de la diaspora. Néanmoins, certains leaders de la diaspora n'ont pas complètement désavoué les enlèvements, parfois considérés comme un moyen incontournable de punir ceux qui ne soutiennent pas suffisamment la lutte. En effet, certains activistes ont encouragé ou approuvé l'enlèvement d'habitants soupçonnés d'être opposés au séparatisme, en suggérant que l'argent ainsi récolté pourrait être utilisé pour aider des citoyens pro-séparatistes plus méritants.¹²⁴

Nombre des personnes enlevées par les groupes séparatistes anglophones sont politiquement influentes, riches, ou les deux. Les séparatistes enlèvent également des personnes ordinaires, sachant que le profil et le patrimoine personnel d'un individu déterminent le coût de la rançon, ainsi que son degré d'exposition à l'enlèvement.¹²⁵ Des agents de police et des militaires, considérés comme des cibles légitimes en raison de leur proximité avec l'État, sont par exemple fréquemment enlevés et des rançons demandées à leurs familles.¹²⁶ Si les sommes perçues par victime ne sont généralement pas très élevées, la fréquence et la facilité d'enlèvement des anglophones rendent cette pratique lucrative. Cela ne veut pas dire que les ravisseurs ne demandent pas de grosses sommes. Une somme de 100 000 USD a été exigée pour la libération de neuf fidèles enlevés dans une église catholique de Nchang en 2022. La communauté ayant refusé de payer, les ravisseurs ont réduit leurs prétentions à 50 000 USD, mais leur demande a également été rejetée.¹²⁷ D'autres rançons exigées pour la libération de représentants de l'État sont beaucoup plus faibles. Un homme politique kidnappé à Batibo en avril 2023 aurait par exemple été libéré après paiement d'un million de francs CFA (environ 1 600 USD).¹²⁸ De même, le maire de Babessi, dans la région du Nord-Ouest, a été libéré après le versement d'un million de francs CFA (environ 1 600 USD), selon Human Rights Watch.¹²⁹

Outre les enlèvements, les séparatistes ont également recours à la « taxation » qui s'étend aux biens et activités. Il est difficile de faire la distinction entre « taxes » et « contributions volontaires » imposées par les membres des groupes armés, dans la mesure où les civils peuvent être punis en cas de non-paiement de l'une et de l'autre, soit directement, soit en étant accusés d'être des détracteurs de la cause séparatiste. La description ci-dessous, faite par un combattant séparatiste, illustre les divers moyens plutôt inattendus dont des paiements peuvent être exigés :

Parfois, nous montons des barrages routiers et les conducteurs doivent payer lorsqu'ils entrent et sortent. Pour nous, cela signifie qu'ils s'identifient à la cause. Les personnes qui vivent en dehors du village et qui viennent pour des cérémonies (par exemple, des funérailles ou des mariages) donnent de l'argent. Les camions qui transportent des denrées alimentaires destinées à être vendues hors du village, comme des pommes de terre irlandaises ou des grains de café, doivent payer une taxe. Cet argent est d'abord utilisé pour subvenir à nos besoins, par exemple pour acheter des produits de bain, des articles de toilette. Une partie des fonds sert aussi pour nos sorties en ville. Par-dessus tout, nous nous servons de cet argent pour financer

la fabrication d'armes et de balles locales. Nous achetons aussi des motos pour nos déplacements et du carburant.¹³⁰

En admettant que c'est en payant des « taxes » que les civils peuvent prouver qu'ils s'identifient à la cause, le combattant a révélé la source de bien des frustrations et des craintes. Les personnes soupçonnées de ne pas soutenir suffisamment la cause peuvent en effet s'exposer à des violences et des intimidations, d'où les craintes des sympathisants du gouvernement. L'expression « Black leg » est souvent utilisée pour désigner un traître présumé, qui fait alors l'objet d'accrochages violents et d'autres mesures de représailles.¹³¹ On comprend mieux que la capacité de résistance des civils aux taxes imposées en soit diminuée, sachant néanmoins que les sommes exigées peuvent elles aussi générer du ressentiment.

Comme le décrit le combattant ci-dessus, les séparatistes génèrent souvent des revenus en érigeant des barrages routiers. Dans certains cas, les séparatistes qualifient les contributions de « volontaires » lorsque le payeur en choisit lui-même le montant. Les montants exigés aux points de contrôle ou lors d'une incursion dans les villages tendent à être justifiées par l'« effort de guerre » et la nécessité d'un soutien civil.¹³² Bien qu'ils utilisent souvent le terme de « taxation » (qui implique que les civils reçoivent quelque chose en retour), les cas où les groupes armés séparatistes menacent de recourir à la violence, pillent et extorquent les habitants brouillent les frontières entre taxation et vol.

Malgré la fréquence des demandes d'argent aux barrages routiers, les séparatistes n'ont apparemment pas normalisé le montant de ces « taxes ». Certains éléments indiquent que l'ADF et l'AGC ont tenté d'homogénéiser les sommes à taxer, mais cette uniformisation ne semble pas s'étendre au-delà de petites zones géographiques.¹³³ D'autres combattants prélèvent des sommes différentes selon la taille du véhicule. Par exemple, le 10 mai 2023, des combattants séparatistes ont extorqué de l'argent aux conducteurs et aux passagers de véhicules commerciaux à Mem, dans la région Nord-Ouest, exigeant le paiement de 1 000 francs CFA aux petits véhicules et de 5 000 francs CFA aux plus gros. Ils ont tiré des coups de semonce et menacé certains conducteurs qui manifestaient leur réticence à payer.¹³⁴ La variabilité des taxes perçues témoigne d'une tendance générale à la fragmentation des groupes séparatistes et au manque de coordination.

En échange du paiement aux groupes armés, les combattants prétendent fournir au payeur des « services de protection ». Une fois, les séparatistes ont réclamé à une famille une taxe de 600 000 francs CFA pour qu'elle ait l'autorisation d'organiser des funérailles. Les séparatistes ont justifié ces coûts par la nécessité d'assurer la sécurité des funérailles, notamment en communiquant avec les groupes armés voisins pour que les participants puissent se déplacer librement.¹³⁵

Bien que les séparatistes puissent considérer cela comme un ordre donné au nom de civils, des pots-de-vin peuvent être versés au titre de civils pour qu'ils n'aient pas à se plier



Armes saisies à des combattants séparatistes à Bamenda, dans le nord-ouest du Cameroun, février 2019.

© E. Kindzeka/VOA

Les armes étaient dissimulées et passées en contrebande lors des nombreux transferts de marchandises entre la frontière nigérienne et le Cameroun. Comme l'explique un chercheur universitaire de Bamenda : « Au Nord-Ouest, les gens se rendent généralement au Nigéria pour acheter des téléviseurs ou autre matériel de ce type. Les échanges commerciaux de part et d'autre de la frontière sont donc nombreux. Les chefs d'entreprise chargeaient les armes dans les camions en les cachant sous d'autres marchandises. »¹⁴⁰

De gros camions transporteraient certaines armes, et des individus à moto en véhiculeraient d'autres en petit nombre. Un agent de police ayant travaillé à Kumbo a raconté : « Je me souviens très bien d'une opération à Kumbo. Nous avons intercepté un cycliste muni d'une enceinte en provenance du Nigéria. En réalité, l'enceinte contenait des armes qui avaient été démontées pour être remontées sur leur lieu d'opération. »¹⁴¹

Les séparatistes ont deux sources majeures d'approvisionnement en armes légères en plus de la contrebande en provenance du Nigéria. Les armes artisanales fabriquées localement ou les « armes anciennes » qui circulent localement sont une première source alternative d'approvisionnement. Ce sont généralement de vieux fusils de chasse que les forgerons locaux adaptent en vue de combattre.¹⁴² Peu d'informations ont pu être recueillies sur la production et la distribution d'armes artisanales ou

anciennes dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest, mais les saisies effectuées par les forces de l'État suggèrent que des usines illicites produisent les armes que les marchands commercialisent ensuite illégalement en fonction des besoins. En 2022, par exemple, un raid de l'armée sur un site de production artisanale d'armes à Buea a conduit à l'arrestation de 20 personnes et à la saisie de « ...six fusils de chasse, trois pistolets artisanaux, 40 canons, des munitions pour pistolets, un sac de tramadol et un paquet de chanvre indien ».¹⁴³

Outre les armes artisanales et anciennes, les séparatistes auraient également eu accès à des armes et munitions de qualité militaire auprès d'éléments des forces de sécurité. Certaines armes proviendraient de soldats camerounais qui offriraient leurs armes aux séparatistes en échange de leur aide pour quitter le pays ou contre rémunération.¹⁴⁴ Les combattants anglophones auraient également contraint les soldats capturés à leur remettre leurs armes ou à leur donner accès à des armes supplémentaires.¹⁴⁵ Cette façon de s'approvisionner en armes légères n'est pas inhabituelle en Afrique centrale et de l'Ouest : la fabrication artisanale d'armes est très répandue au Cameroun et dans les pays voisins, tels que la République centrafricaine, le Tchad et le Nigéria, et les stocks militaires officiels sont pillés ou volés à la suite d'attaques, avant d'être revendus sur les marchés illicites.¹⁴⁶

Carburant et autres produits de base

Les groupes séparatistes anglophones ont besoin de carburant puisqu'ils dépendent des motos pour mener leurs opérations et assurer leur mobilité. Les groupes armés anglophones utilisent souvent du carburant en provenance du

Nigéria, une pratique illicite antérieure au conflit séparatiste. La contrebande dans les régions frontalières (tout du moins de marchandises plus banales que les armes) est considérée comme un moyen inoffensif de gagner sa vie et, en réalité,

comme l'un des rares moyens pour les habitants de cette région d'obtenir un revenu substantiel.¹⁴⁷ Dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, les comportements « criminels » comme le vol, l'enlèvement ou d'autres actes qui ont un impact négatif sur les gens ordinaires sont généralement assimilés à des violences à l'encontre des communautés. À l'inverse, nombreux sont ceux qui considèrent la contrebande comme un moyen amoral, neutre ou légitime de gagner sa vie dans des circonstances par ailleurs difficiles.¹⁴⁸

Le commerce de carburant illicite, appelé localement *fungue*, a vu le jour dans les années 1990 et 2000, mais se serait rapidement développé en 2014 suite à la construction d'autoroutes entre Ikom, dans l'État de Cross Rivers au Nigéria, et Bamenda, ainsi que de meilleures routes entre Kumba et Mamfe.¹⁴⁹ La contrebande *fungue* représente une part importante de l'économie locale, selon un négociant en carburant illicite travaillant sur l'axe qui relie Ikom à Bamenda. Pour reprendre ses mots :

Honnêtement, cela a changé la situation économique et matérielle d'un grand nombre de familles que je connais personnellement. Des milliers de personnes à Bamenda et dans d'autres villes de la région Nord-Ouest ainsi que dans les régions du Sud-Ouest, de l'Ouest et du Littoral font de la contrebande.¹⁵⁰

Les séparatistes utilisent du carburant de contrebande en partie parce que les sources illicites sont moins dangereuses, mais aussi parce qu'il est plus facile de se procurer du

carburant de *contrebande* que du carburant licite dans les villages isolés où opèrent de nombreux groupes armés.¹⁵¹ Les séparatistes taxent et extorquent des fonds aux vendeurs de *fungue* pour s'alimenter en carburant et se constituer une source de revenus.¹⁵² Si la plupart des opérations se déroulent sur les routes, les combattants séparatistes patrouillent également sur les voies navigables, comme le montre un incident survenu le 13 juillet 2023 durant lequel des combattants anglophones se sont emparés du *fungue* d'un bateau transportant du carburant le long de la rivière Manyu à Beteme, dans la région Sud-Ouest.¹⁵³

Les approches des groupes armés séparatistes anglophones en matière de financement et d'approvisionnement sont opportunistes, ponctuelles et profondément ancrées dans les économies illicites qui se sont développées de longue date à la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Il convient de noter que, selon les habitants de la région Nord-Ouest, la suppression des subventions aux carburants nigériens en mai 2023 n'a pas eu d'incidence sur les prix du *fungue*.¹⁵⁴ Certains ont signalé que le carburant introduit en contrebande au Cameroun provenait des milices du sud-est du Nigéria. Étant donné qu'il ne transite à aucun moment par les circuits de l'État nigérian, le carburant se vend, à l'heure où nous rédigeons le présent document, à un prix qui n'a pratiquement pas changé. La région du Nord-Ouest du Cameroun compte peu de stations-service opérationnelles, voire aucune, reconnues par Yaoundé.¹⁵⁵ Par conséquent, le carburant de contrebande est la seule source de carburant disponible.



GOUVERNANCE

Dans la présente série de rapports, le terme « gouvernance » fait référence aux tentatives des groupes armés de s'imposer en tant qu'autorités dans leurs zones locales, en réglementant le comportement des habitants, en fournissant des services et en contrôlant les finances et les économies locales, y compris les économies illicites.¹⁵⁶ S'agissant de groupes armés non étatiques, il est important de comprendre que la « gouvernance » ne se réfère pas simplement à la fourniture de services et ne légitime pas non plus leur pouvoir. En effet, dans la mesure où elle consiste à garantir un contrôle local et à dicter aux civils le comportement qu'ils doivent adopter, la gouvernance peut être coercitive, même si le groupe en question fournit également certains services.¹⁵⁷

Les efforts déployés par les séparatistes anglophones pour asseoir leur légitimité auprès des civils et se comporter comme une autorité prestataire de services ont évolué au fil du temps, les actions plus ambitieuses des premières années du conflit s'amenuisant pour s'appuyer désormais de plus en plus sur la coercition et l'usage de la force.¹⁵⁸ Comme l'ont fait d'autres groupes armés en Afrique de l'Ouest, les séparatistes anglophones ont d'abord cherché à renforcer leur légitimité en fournissant des biens et des services publics.¹⁵⁹ D'autres groupes séparatistes, comme l'Eastern Security Network (la branche armée de l'IPOB

au Nigéria) perçoivent souvent des taxes, assurent des services de sécurité, régulent les activités économiques et rendent justice aux civils tout en détruisant les infrastructures et en combattant les forces gouvernementales afin de limiter l'influence de l'État.¹⁶⁰ La coordination des séparatistes anglophones entre les groupes et avec la diaspora a initialement fourni un soutien financier et logistique suffisant pour atteindre un niveau d'influence significatif sur certains territoires de la région anglophone et fournir certains biens et services publics, notamment dans les domaines de l'éducation, de la justice, de la fiscalité et du contrôle d'autres activités civiles.¹⁶¹

Ces formes de gouvernance exercées par les séparatistes ont évolué au fil du temps. En effet, entre 2019 et 2020, les groupes anglophones ont diminué leurs efforts en vue d'exercer une gouvernance.¹⁶² La diminution des transferts financiers en provenance de la diaspora et les divisions entre séparatistes ont réduit le soutien nécessaire au fonctionnement des institutions publiques. Les groupes anglophones ont aujourd'hui du mal à fournir des services ou ont renoncé à le faire. Incapables de maintenir leur légitimité autrement qu'en encourageant l'« obéissance volontaire », les séparatistes anglophones se voient de plus en plus contraints d'imposer leur pouvoir et leur influence par la force depuis 2019.¹⁶³

Fournitures de services publics

Les groupes anglophones font largement valoir par leurs canaux de communication qu'ils fournissent des services publics et dédient des services gouvernementaux spécifiques à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité et à la justice.¹⁶⁴ Lorsque les groupes séparatistes ont commencé à contrôler certaines zones et à repousser les forces de l'État en 2017-2018, ils ont hérité de certaines infrastructures et institutions publiques, même si en nombre limité par rapport à celles de la région francophone.¹⁶⁵ Durant le conflit, les séparatistes ont également coupé des services de base comme l'eau, le courant et le téléphone, afin de contrôler les zones locales ou de punir les civils qui enfreignent les règles en ne respectant pas les journées « villes mortes », par exemple.¹⁶⁶ Les biens et services publics fournis par les séparatistes ont diminué avec la poursuite du conflit. Certaines personnes interrogées ont fait remarquer que ce changement était probablement dû à un changement d'attitude à l'égard des civils et à la diminution des fonds en provenance de la diaspora.¹⁶⁷ Si certains groupes

humanitaires et à but non lucratif fournissent des services de base, ils sont également confrontés à la violence des groupes armés lorsqu'ils soutiennent visiblement le mauvais camp.¹⁶⁸

Vers 2019, certains groupes séparatistes ont tenté de gérer des écoles publiques dans la région anglophone. Ces écoles ont continué à fonctionner jusqu'en 2021, mais ont cessé leurs activités cette année-là, probablement en raison d'un manque de coordination entre les groupes séparatistes et d'une diminution du soutien de la diaspora.¹⁶⁹ Au lieu de faire tourner les écoles de la région, les séparatistes réglementent désormais les activités scolaires et imposent des fermetures ou des confinements, en particulier aux établissements universitaires qui fonctionnent avec l'appui du gouvernement de Yaoundé.¹⁷⁰ L'enseignement est devenu une forme d'emploi de plus en plus précaire pour les civils de la région anglophone. En 2023, l'ACLEDA a recensé près de 50 actes de violence visant des enseignants, dont 89 % ont été perpétrés par des séparatistes.

La fermeture généralisée des écoles publiques et les couvre-feux fréquents ont conduit à l'ouverture de quelques écoles privées, gérées par la communauté, pour combler le manque. Si les écoles privées doivent toujours être approuvées par les séparatistes, ces derniers ne contribuent pas à leur fonctionnement.¹⁷¹ Même s'ils ont reçu l'autorisation de travailler, les étudiants sont souvent la cible des séparatistes de la zone anglophone, généralement dans le cadre de campagnes d'enlèvements visant à collecter des fonds.¹⁷²

En plus de l'éducation, les séparatistes anglophones s'impliqueraient parfois également dans l'administration de la justice, notamment dans le cadre de litiges fonciers ou d'affaires pénales.¹⁷³ L'administration de la justice dans la région anglophone a joué un rôle important dans le déclenchement des manifestations de 2016 et 2017, le régime de la Common Law en vigueur dans la région anglophone se distinguant clairement du droit civil applicable au Cameroun francophone.¹⁷⁴ Malgré les concessions accordées au système de Common Law en 2018 et suite à l'octroi d'un statut spécial à la région anglophone en 2019, de nombreux séparatistes estiment que ces dispositions ne vont pas assez loin pour remédier au déséquilibre entre les systèmes juridiques francophone et anglophone.¹⁷⁵ Sans se substituer aux

tribunaux généraux, les chefs locaux jouent depuis longtemps un rôle dans la médiation et les formes traditionnelles de justice au Cameroun anglophone.¹⁷⁶ Les autorités coutumières sont souvent la cible de violences de la part des séparatistes qui les soupçonnent de collaborer avec Yaoundé.¹⁷⁷

Pour financer les biens et services publics, les séparatistes et Yaoundé ont exigé diverses formes d'impôts et de loyers auprès des civils. Les civils se retrouvent souvent dans une situation précaire où ils doivent payer divers droits aux deux autorités dans les zones contestées, mais ne reçoivent que peu de choses en retour. Ledit « impôt libérateur » exigé par les séparatistes dans les zones qu'ils contrôlent s'est par ailleurs généralisé et les séparatistes recourent à la violence physique à l'encontre de ceux qui ne sont pas en mesure de payer cet impôt.¹⁷⁸ Les taxes et redevances exigées par chaque groupe varient et affectent les secteurs différemment. Certaines entreprises ont par exemple favorisé les paiements exigés par les séparatistes car ils étaient inférieurs aux taxes payées au gouvernement de Yaoundé.¹⁷⁹ D'autres ont indiqué que les groupes séparatistes jouaient parfois un rôle dans le soutien des économies, en fournissant par exemple des semis aux agriculteurs pendant la saison des plantations.¹⁸⁰

Rendre la gouvernance difficile pour Yaoundé

Depuis le début du conflit, les séparatistes utilisent la technique de la « terre brûlée » pour perturber la gouvernance de la région anglophone pour Yaoundé. Lucas Cho Ayaba a déclaré en 2018 : « Notre premier objectif est de rendre l'Ambazonie ingouvernable. Nous devons essayer d'augmenter le coût d'occupation pour qu'il soit supérieur aux bénéfices dégagés ici. »¹⁸¹ Les nombreuses ressources naturelles de la région anglophone (pétrole, énergie hydroélectrique et bois notamment) en font une zone économiquement stratégique sur laquelle Yaoundé doit garder le contrôle.¹⁸² C'est pourquoi les groupes séparatistes cherchent à paralyser les revenus de Yaoundé ou à les empêcher d'étendre leur contrôle à la région anglophone.

La tactique séparatiste la plus courante pour perturber l'économie et la société consiste à organiser des journées « villes fantômes le lundi », qui ont été imaginées suite aux actions de grève de 2016. Au début, les civils cessaient tout travail dans le secteur public ou privé les lundis, dans le cadre d'une tactique de perturbation visant à sensibiliser la population aux mauvais traitements que Yaoundé infligerait dans la région anglophone. S'inspirant des opérations « villes mortes » menées par l'IPOB dans le Nigéria voisin,¹⁸³ les groupes séparatistes anglophones ont imposé des mêmes restrictions aux civils, empêchant quiconque de se rendre au marché, à l'école, de circuler sur certaines routes, ou limitant d'autres formes de mouvement pour déstabiliser Yaoundé. Les séparatistes s'en prennent souvent aux civils qui n'obéissent pas à ces ordres.¹⁸⁴

Outre les restrictions du lundi, les séparatistes ont tendance à imposer des restrictions de mouvement et d'activités d'autres jours, comme le 1er octobre, jour de commémoration de la

déclaration d'indépendance. Souvent, les civils désertent complètement les marchés et les lieux publics dans la région anglophone en raison des menaces des combattants séparatistes.¹⁸⁵ Si le lundi est la journée « ville morte » la plus courante de la semaine, elle s'est dans certains cas prolongée pendant des semaines.¹⁸⁶ D'autres tactiques de perturbation ont été utilisées en plus des confinements, notamment des restrictions imposées aux civils détenteurs de cartes d'identité délivrées par le gouvernement de Yaoundé, l'interdiction des produits susceptibles de soutenir l'activité des entreprises francophones et l'interdiction d'utilisation de la langue française.¹⁸⁷

Dans certaines villes, comme Kumba, les autorités locales qui soutiennent Yaoundé ont tenté de mettre fin aux confinements en stimulant l'activité économique et les écoles, notamment en encourageant les civils à se rendre au travail et au marché et les enseignants et les enfants à suivre les cours. Pourtant, de nombreux civils redoutent toujours les représailles des séparatistes en cas de non-respect des journées « villes mortes » et choisissent de n'effectuer aucune des activités interdites.¹⁸⁸ Pris en étau entre les séparatistes et le gouvernement de Yaoundé, les fonctionnaires locaux et chefs coutumiers sont confrontés à de vraies difficultés et, selon qu'ils agissent d'une façon ou d'une autre, peuvent subir des violences à la fois de la part des anglophones et des militaires. Dans plusieurs cas, les séparatistes ont eu recours à la violence pour imposer leur droit au prélèvement de taxes. Le 10 novembre 2023, les Ambazonian Restoration Forces ont ainsi ouvert le feu sur des employés du conseil gouvernemental sur le marché de la ville de Muyuka (division de Fako) pour les empêcher de prélever des taxes auprès des vendeurs.¹⁸⁹

Ces tactiques suivies par des groupes séparatistes anglophones imposent, au quotidien, de nombreuses règles aux civils. Bien que la gouvernance des séparatistes se soit détériorée depuis 2019, ils continuent d'imposer leurs décisions et des restrictions dans la région anglophone. En

appliquant ces restrictions, les groupes armés anglophones visent notamment à empêcher Yaoundé de gouverner aisément. En limitant le contrôle de Yaoundé, les groupes rebelles ont par ailleurs tout loisir d'imposer leur propre gouvernance.

Le contrôle par la violence

Pour exercer leur contrôle dans la région anglophone, les groupes séparatistes ont non seulement pris des mesures pour perturber la gouvernance assurée par Yaoundé et se substituer à elle pour la fourniture de services publics, mais aussi eu de plus en plus recours à la violence envers les civils. La répression brutale des civils par les forces de l'État a dans un premier temps servi de justification à la cause anglophone et suscité un certain soutien de la part des habitants des régions anglophones et des sympathisants à l'étranger.¹⁹⁰ Lorsque la flambée de violence s'est intensifiée fin 2017, les forces de l'État étaient le groupe le plus actif ciblant les civils (*voir figure 8*). En 2018 et 2019, la moitié des civils ciblés l'ont été par les forces militaires. Les forces de l'État ont fait preuve d'une violence excessive lors de la dispersion des manifestants, en particulier

au cours des premiers mois du conflit, en septembre et octobre 2017.¹⁹¹ Le ciblage des civils par les forces de l'État aurait fait plus de 1 600 victimes parmi les civils entre 2017 et 2023.

Durant le conflit, les séparatistes eux-mêmes sont devenus de plus en plus violents à l'égard des civils. En 2020, les milices séparatistes ont pris pour cible les civils dans les mêmes proportions que les forces de l'État, et sont devenues le groupe le plus dangereux pour les populations locales non armées dans la région anglophone en 2021.¹⁹² Malgré les aspirations politiques déclarées des groupes séparatistes à représenter la cause anglophone et à protéger les civils contre les forces de l'État,¹⁹³ de nombreuses personnes interrogées ont critiqué le traitement des civils par les groupes séparatistes.

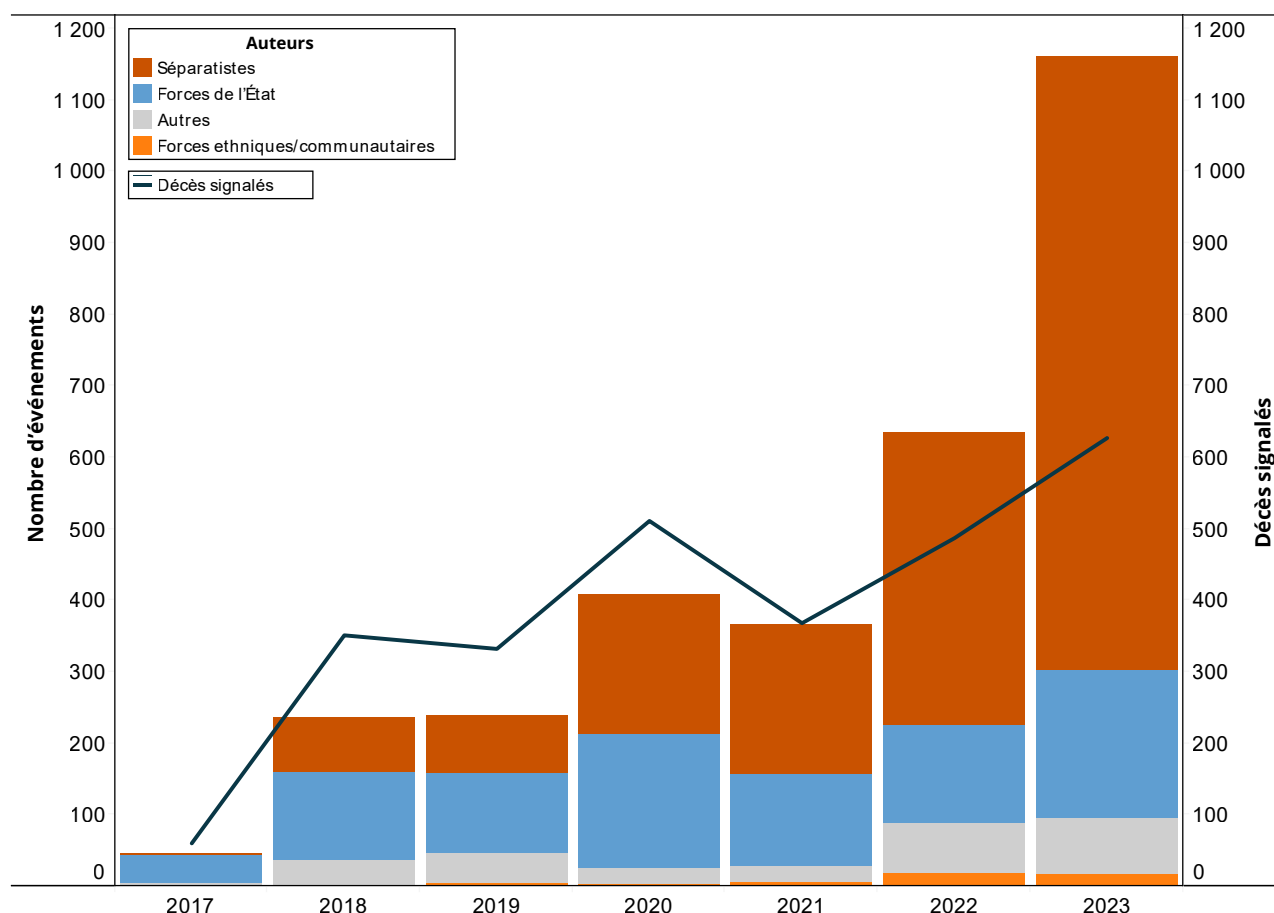


FIGURE 8 Violence ciblant les civils au Cameroun anglophone, 2017-2023.

SOURCE : données de l'ACLED



Zone résidentielle vidée de ses habitants qui ont fui les violences entre les séparatistes et le gouvernement de Yaoundé à Buea, dans le sud-ouest du Cameroun, 2019.

© Giles Clarke/UNOCHA via Getty Images

Les personnes qui travaillent dans divers commerces, secteurs, les syndicalistes et d'autres types de groupes de travailleurs qui ont résisté aux ordres sont les civils les plus fréquemment visés par les journées « villes mortes » imposées de longue date dans la région anglophone.¹⁹⁴ Dans la mesure où cette tactique vise à perturber l'économie, ces groupes ont été les plus touchés par l'interruption fréquente des activités économiques. Les groupes armés séparatistes ont souvent recours à la violence pour imposer des journées « villes mortes » et empêcher les civils d'exercer des activités commerciales. Cibler les civils en raison de leur appartenance syndicale est également devenu un moyen de générer des fonds pour les militants. Près de deux tiers des actes de violence commis par les séparatistes à l'encontre de groupes de travailleurs ont pris la forme d'enlèvements en 2022 et 2023, souvent accompagnés d'une demande de rançon.¹⁹⁵

Les combattants séparatistes s'en prennent également aux civils soupçonnés de soutenir le gouvernement de Yaoundé, souvent qualifiés de « black legs ».¹⁹⁶ Le terme « black leg » (traître) désigne les personnes soupçonnées de collaborer avec la police ou l'armée, des ennemis de la cause séparatiste anglophone. La trahison supposée de ces personnes a été un catalyseur de la violence tout au long du conflit.¹⁹⁷ Les Mbororos ont également été pris pour cible en tant qu'« étrangers », à l'instar des chefs locaux et des administrateurs gouvernementaux.¹⁹⁸ Les combattants eux-mêmes peuvent être qualifiés de « black legs ». Un combattant séparatiste a indiqué que toute personne fuyant la région lors des combats était soupçonnée d'être un traître à la cause séparatiste.¹⁹⁹

Le déplacement des séparatistes des zones peuplées vers les zones plus rurales de la région peut être analysé comme une conséquence de la violence à l'égard des civils et du déclin du soutien des populations locales.²⁰⁰ Les civils se sont mis à révéler de plus en plus les positions des combattants anglophones aux forces de l'État, souvent en échange d'une meilleure sécurité. Un combattant séparatiste a lui-même admis que les groupes armés anglophones se montraient brutaux à l'égard des civils et que les relations avec la population locale s'étaient dégradées ces dernières années.²⁰¹

Globalement, la montée de la violence à l'encontre des civils par les groupes séparatistes anglophones prouve bien que la sécurité des populations locales décline dans la région anglophone. La stratégie de gouvernance des groupes séparatistes a d'abord suscité l'adhésion de la population civile (ce qui a été favorable aux activités des insurgés), mais ce soutien a diminué avec le temps. Le degré de violence à l'encontre des civils et les tactiques visant à limiter la mainmise de Yaoundé ont eu des conséquences néfastes : aliénation et ressentiment au sein des communautés locales et de la diaspora anglophone. Du fait de cette stratégie, les mouvements les plus organisés ont pour leur part essuyé des pertes financières suite à la baisse des fonds provenant des sympathisants à l'étranger. Cette diminution du financement des groupes armés sur le terrain a contribué à renforcer leur dépendance à l'égard des enlèvements contre rançon, de la taxation et de l'extorsion de fonds, ainsi que d'autres activités illicites. Entre 2018 et 2023, les civils ont été davantage pris pour cible dans la région anglophone qu'ailleurs au Cameroun, et plus de 2 600 d'entre eux seraient morts.²⁰²

A black rectangular sign with white, hand-painted text is mounted on a metal post. The sign is positioned on a rocky ledge of a hillside covered in lush green vegetation. In the background, a tall palm tree stands against a cloudy sky. The overall scene is a natural, outdoor setting.

SPEAK ENGLISH
AND FRENCH
FOR A
BILINGUAL
CAMEROON

PERSPECTIVES

C onscient de l'accentuation des divisions dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le chef séparatiste Sisiku Julius Ayuk Tabe a appelé à une collaboration accrue entre les groupes armés séparatistes anglophones dans son message du Nouvel An, diffusé le 1er janvier 2024.²⁰³ Compte tenu de la diminution de leurs capacités et de la concurrence entre les groupes armés, il est peu probable qu'ils unissent leurs forces dans un avenir proche, en particulier dans un contexte de prolifération des milices ethniques et communales localisées qui aggrave les violences. Le nombre de groupes armés devrait continuer d'augmenter tant que les problèmes de gouvernance sous-jacents ne seront pas résolus au Cameroun anglophone.²⁰⁴ Certains groupes séparatistes pourraient espérer un changement politique à Yaoundé. Le nombre croissant de groupes séparatistes et de revendications concurrentes affaiblit cependant leur capacité de négociation par rapport à Yaoundé et rend la médiation et la consolidation de la paix difficiles, compte tenu de la myriade d'intérêts en présence.

Sans un changement radical, les groupes séparatistes ne pourront pas progresser sensiblement dans la réalisation de leur objectif de création d'une région séparatiste, sachant qu'aucun moyen clair visant à résoudre le conflit n'existe. Des formes plus fortes de décentralisation, avec plus de pouvoir de décision au niveau local, pourraient potentiellement pacifier davantage de groupes anglophones,²⁰⁵ mais le statut spécial conféré à la région anglophone (promulgué en 2019) s'est avéré être dans une large mesure une solution de droit qui a eu peu de résultats tangibles.²⁰⁶ Les ressources naturelles stratégiques des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest resteront importantes pour Yaoundé, ce qui rend peu probable des concessions en vue d'une indépendance totale.

Le ciblage des civils a joué un rôle crucial dans l'émergence du conflit anglophone et sera un moteur important de la dynamique à venir. Tout en reconnaissant que les combattants séparatistes prennent de nombreux civils pour cible, certains partisans de la cause séparatiste justifient la tolérance à l'égard

des groupes séparatistes par les menaces permanentes que les forces de l'État font peser sur la sécurité, ainsi que par un attachement durable à la cause et à l'identité anglophones.²⁰⁷ Si les groupes séparatistes continuent toutefois de financer leurs opérations par des enlèvements contre rançon, les civils risquent de se tourner de plus en plus vers les forces de l'État pour gagner leur protection. Bien que ces incidents aient été rares jusqu'à présent, des civils anglophones ont déjà signalé aux forces armées la présence sporadique de factions anglophones inquiétantes.²⁰⁸ Toute force gouvernementale dans la région qui protège efficacement les civils pourrait bénéficier d'un soutien local important, ce qui pourrait influencer en retour sur la diaspora anglophone.

Les acteurs internationaux et locaux continuent de tenter des médiations pour mettre fin au conflit, le Canada étant le dernier à avoir tenté des négociations.²⁰⁹ Le Canada, et précédemment la Suisse, ont essayé d'intercéder, y compris au travers de nombreuses déclarations, en faveur d'un accord entre les parties et de la résolution de la crise par l'Union africaine, les Nations Unies et les États-Unis.²¹⁰ Les groupes séparatistes n'ont pas été intégrés au grand dialogue national de septembre 2019, qui n'a pas permis de mettre un terme au conflit.²¹¹

De plus, dans la mesure où la diaspora anglophone a joué un rôle important dans le conflit, notamment les premières années, la participation de leaders et de groupes politiques clés à l'étranger à l'instauration d'une paix durable pourrait être nécessaire. Les cadres réglementaires interdisant la double citoyenneté limitent la capacité de la diaspora à prendre part démocratiquement à la vie politique de Yaoundé, poussant de nombreuses personnes qui vivent à l'étranger à passer par le mouvement séparatiste pour pouvoir exercer une influence.²¹² Les dimensions locales du conflit et les nouveaux acteurs par-delà les groupes et coalitions politiques anglophones plus larges sont un élément clé à prendre en considération dans le cadre des efforts de médiation à venir.



CONCLUSION

L'évolution des relations entre les groupes armés séparatistes, les civils locaux et la diaspora anglophone met en lumière l'importance de la légitimité des groupes armés dans l'évolution d'un conflit. Les séparatistes ont d'abord construit leur légitimité en assurant un certain degré de sécurité contre la violence des forces de l'État, en fournissant certains biens et services publics grâce au soutien de la diaspora. La violence des anglophones à l'égard des civils, leur recours aux enlèvements contre rançon et leur fiscalité excessive ont toutefois nui au soutien local et transnational. La confiance locale et internationale dans les séparatistes en tant que leaders d'un État anglophone unifié s'est détériorée avec le temps et les stratégies anglophones de destruction des infrastructures et d'entrave aux activités économiques.

Le conflit montre également que les interactions avec la population civile ont eu des répercussions négatives qui dépassent la perte de soutien local et international. Les violences anglophones dirigées contre les civils ont entraîné une diminution des financements, qui n'a fait qu'alimenter

les enlèvements contre rançon et les extorsions de fonds, les séparatistes dépendant de plus en plus des sources de revenus locales. Les séparatistes ont eu largement recours à la force (comme en témoigne le nombre élevé d'attaques contre la population civile) pour mobiliser des fonds et des ressources et contrôler le territoire dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest.

Les luttes intestines et la concurrence entre les groupes ont limité la capacité des séparatistes anglophones à créer un front uni. Malgré l'intérêt et l'implication de la diaspora, le conflit est devenu de plus en plus local, avec des factions et des divisions internes entre les groupes armés. Les séparatistes s'appuient donc sur des tactiques d'insurrection contre les forces militaires, ce qui permet aux groupes anglophones, plus petits et moins bien équipés, de continuer à opérer à partir de camps ruraux et de zones peuplées. Si elle peut favoriser les intérêts et la survie de ces petits groupes armés, leur criminalisation a gravement nui aux perspectives de résolution des conflits.

NOTES

- 1 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Résumé du rapport de la mission technique du HCDH au Cameroun (5-26 septembre 2019), 2019 ; HCDH, Cameroun : Les experts des droits de l'homme des Nations Unies demandent la fin de la détention et de l'intimidation des manifestants pacifiques, 12 octobre 2020 ; Office des Nations Unies à Genève, *Cameroon: Authorities urged to seek justice for recent deadly attacks*, 15 janvier 2021.
- 2 International Crisis Group, *A second look at Cameroon's Anglophone special status*, mars 2023.
- 3 Teresa Nogueira Pinto, *In Cameroon, centralization leads to strife*, Geopolitical Intelligence Services, 14 août 2023.
- 4 Compte tenu de la nature du conflit, les différentes dénominations de la région sont des signes de soutien à un groupe particulier. Se référer aux régions Nord-Ouest et Sud-Ouest implique une intégrité territoriale avec le gouvernement de Yaoundé, tandis que se référer à l'Ambazonie, au Cameroun méridional ou à l'Ambaland implique un soutien aux groupes pro-indépendantistes. Respectueux de ces connotations linguistiques, le présent rapport parle de Cameroun anglophone ou de région anglophone à part entière, et de régions sous-nationales comme le Nord-Ouest et le Sud-Ouest afin d'éviter toute polarisation.
- 5 International Crisis Group, *Rebels, Victims, Peacebuilders: Women in Cameroon's Anglophone conflict*, février 2022 ; Elvis Nshom et al, *Independence or a federation? Perceived discrimination as an antecedent of Anglophone Cameroonians' attitude towards the form of state*, *Ethnicities*, 24, 3 (2024), 340-58.
- 6 Elvis Nshom et al, *Independence or a federation? Perceived discrimination as an antecedent of Anglophone Cameroonians' attitude towards the form of state*, *Ethnicities*, 24, 3 (2024), 340-58 ; International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 7 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023) ; International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 8 Entretien avec un habitant de Bamenda, activiste politique et commentateur, critique à l'égard du mouvement séparatiste, juillet 2023 ; entretien avec un professeur d'université anglophone, expert en sécurité et gouvernance, Yaoundé, juin 2023 ; voir également : <https://www.ambazoniagov.org/index.php/government/judiciary> et <https://www.ambazoniagov.org/index.php/departments/1-department-education> ; Bellingcat, *How schoolchildren became pawns in Cameroon's Anglophone crisis*, 16 juillet 2021 ; Cameroon Intelligence Report, *Ambazonia conflict deals Cameroon's agricultural sector a heavy blow*, 8 mai 2019.
- 9 Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021.
- 10 Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Cameroun : Rapport de situation, 21 mars 2024.
- 11 ONU Info, *En visite au Cameroun, le chef des droits de l'homme de l'ONU juge essentielle la lutte contre l'impunité*, 7 août 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/08/1147736> ; ACCORD, *Cameroon: The Cameroon Anglophone Crisis*, janvier 2024, <https://www.ecoi.net/en/document/2102908.html>.
- 12 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 13 Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Growing instability in Cameroon raises fundamental questions about the state*, 26 octobre 2018.
- 14 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 15 Ludovica Laccino, *How one part of Cameroon still wants to hold on to its Anglo-Saxon roots*, *International Business Times*, 23 novembre 2016.
- 16 Valerie Muguoh Chiatoh, *Recognition of minority groups as a prerequisite for the protection of human rights: The case of Anglophone Cameroon*, *African Human Rights Law Journal*, 19, 2 (2019), 675-697.
- 17 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017 ; Laura-Stella Enonchong, *Cameroon's Anglophone crisis: How the common law court offers a ray of hope*, *The Conversation*, 15 décembre 2022.
- 18 Cage Banseka, *The 'anti-gang' civil militias in Cameroon and the threat to national and human security*, dans David J Francis (ed.), *Civil Militia: Africa's Intractable Security Menace?*, Aldershot: Ashgate, 2005.
- 19 Raymond Nkwenti Fru et Johan Wassermann, *Constructions of identity in Cameroonian history textbooks in relation to the reunification of Cameroon*, *Journal of Educational Media, Memory, and Society*, 12, 2 (2020).
- 20 International Crisis Group, *A second look at Cameroon's Anglophone special status*, mars 2023.

- 21 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, Small Wars & Insurgencies, 34, 1 (2023); entretien avec un historien de Bamenda, 15 juin 2023.
- 22 Cage Banseka, *The 'anti-gang' civil militias in Cameroon and the threat to national and human security*, dans David J Francis (ed.), *Civil Militia: Africa's Intractable Security Menace?*, Aldershot: Ashgate, 2005.
- 23 Cage Banseka, *The 'anti-gang' civil militias in Cameroon and the threat to national and human security*, dans David J Francis (ed.), *Civil Militia: Africa's Intractable Security Menace?*, Aldershot: Ashgate, 2005 ; entretien avec un militant et historien de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 24 Teresa Nogueira Pinto, *In Cameroon, centralization leads to strife*, Geopolitical Intelligence Services, 14 août 2023.
- 25 Cage Banseka, *The 'anti-gang' civil militias in Cameroon and the threat to national and human security*, dans David J Francis (ed.), *Civil Militia: Africa's Intractable Security Menace?*, Aldershot: Ashgate, 2005.
- 26 Entretien avec un militant et historien anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 27 Rogers Orock, *Cameroon's separatist war: Anglophone grievances and its diaspora*, Institut sud-africain des affaires internationales, août 2021.
- 28 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, Small Wars & Insurgencies, 34, 1 (2023).
- 29 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 30 Ibid.
- 31 Entretien avec un militant de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023 ; entretien avec un spécialiste anglophone de la sécurité à Yaoundé, 13 juin 2023.
- 32 Entretien avec un spécialiste de la sécurité anglophone à Yaoundé, 13 juin 2023.
- 33 Daniel Finnan, *Pro-independence Anglophone group defies Cameroon government ban*, RFI, 18 janvier 2017.
- 34 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 35 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 36 Rogers Orock, *Cameroon's separatist war: Anglophone grievances and its diaspora*, Institut sud-africain des affaires internationales, août 2021.
- 37 Ludovica Laccino, *How one part of Cameroon still wants to hold on to its Anglo-Saxon roots*, International Business Times, 23 novembre 2016.
- 38 Voir Crisis Group, Crisis Watch, octobre 2017 ; pour en savoir plus, voir James Moody, Cameroun - mise à jour octobre 2017, ACLED, octobre 2017 ; Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173.
- 39 Maurice Beseng, Gordon Crawford et Nancy Annan, *From "Anglophone problem" to "Anglophone conflict" in Cameroon: Assessing prospects for peace*, Spectre Afrique, 58, 1 (2023), 89-105.
- 40 Entretien avec un combattant séparatiste anglophone de Kom, Douala, 25 juillet 2023 ; Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, Small Wars & Insurgencies, 34, 1 (2023).
- 41 Entretien avec un combattant séparatiste ambazonien de Kom, Douala, 25 juillet 2023.
- 42 Données de l'ACLED.
- 43 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 44 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173.
- 45 Entretien avec un combattant séparatiste ambazonien de Kom, Douala, 25 juillet 2023.
- 46 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173.
- 47 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis: How to get to talks?*, 2 mai 2019.
- 48 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173.
- 49 Données de l'ACLED.
- 50 Nguh Nwei Asanga Fon et Emmanuel Achiri, *Engaging both sides: Dual track diplomacy and dialogue in Cameroon*, African Studies Quarterly, 20, 2 (2021).
- 51 Données de l'ACLED.
- 52 Moki Edwin Kindzeka, *Cameroon's ruling party scores landslide victory in regional elections*, Voice of America, 11 décembre 2020.
- 53 Données de l'ACLED.
- 54 Données de l'ACLED.
- 55 Données de l'ACLED.
- 56 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, Small Wars & Insurgencies, 34, 1 (2023).
- 57 Al Jazeera, *Cameroon Anglophone separatist leader gets life sentence: Lawyers*, 20 août 2019.
- 58 Ambazonia Broadcasting Corporation, *Emmanuel Nji Tita, Pharm.D Rph chooses legality*, 22 février 2022.
- 59 Christian Happi, *Crise anglophone : une nouvelle présidente à la tête de la république imaginaire d'Ambazonie*, Actu Cameroun, 19 mars 2022.
- 60 Voir : <https://www.ambazoniagov.org/index.php/about-us/who-we-are>.
- 61 Voir : <https://agovc.org/>.
- 62 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173.
- 63 Mbah Godlove, *Ground zero to dictate pace of revolution after decisive meeting*, Baretta, 3 août 2022.
- 64 Voir, par exemple, les conflits entre les forces de restauration du Cameroun méridional dirigées par Chacha et les forces de défense anglophones en 2020. Voir Moki Edwin Kindzeka, *Cameroon's Anglophone separatists turn to infighting*, Voice of America, 22 janvier 2020.
- 65 Maxcel Fokwen, *After over 100 dreaded Amba 'Generals' killed: Shouldn't these last two standing surrender?*, The Guardian Post, 8 juin 2023.

- 66 Ambazonia Broadcasting Corporation, *Restructuring of the Restoration Forces*, 28 mars 2022.
- 67 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, *Third World Quarterly*, 44, 6 (2023), 1155–1173.
- 68 Manu Lekunze, *Cameroon's rebels may not achieve their goal of creating the Anglophone state – but they're still a threat to stability*, *The Conversation*, 17 mars 2024.
- 69 Flore Berger et. al, *Groupes d'autodéfense en réponse à la criminalité et aux conflits en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC et Institute for Security Studies, janvier 2024 ; Héni Nsaibia, *Actor profile: Volunteers for the Defense of the Homeland (VDP)*, *ACLEED*, mars 2024.
- 70 Amnesty International, *Violations des droits humains dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun*, juin 2023.
- 71 Zita Zage, *Cameroon's armed conflict is forcing an ethnic group to pick sides*, *Global Voices*, 13 février 2024.
- 72 Données de l'ACLEED.
- 73 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 74 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, *Third World Quarterly*, 44, 6 (2023), 1155–1173.
- 75 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 76 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, *Third World Quarterly*, 44, 6 (2023), 1155–1173.
- 77 Les données de l'ACLEED recouvrent les données démographiques de Global Human Settlement Layer.
- 78 On entend par « violence à distance » l'utilisation d'outils qui permettent de livrer des conflits sans que la présence physique de l'auteur soit nécessaire. C'est le cas notamment des attentats à la bombe, des attaques par engins explosifs improvisés, des tirs de mortier et de missiles, etc.
- 79 Données de l'ACLEED.
- 80 Mimi Mefo Info, *Lebialem on October 1st: Anglophone fighters ruling from the ruins*, 1er octobre 2020 ; Cameroon News Agency, *Insobu dies: Why infighting keeps taking away Ambazonia best front warriors*, 9 avril 2022.
- 81 Ibid.
- 82 Entretien avec un combattant séparatiste d'Ambazonie appartenant à un groupe appelé *Restoration Forces of Awing*, 17 juillet 2023.
- 83 Entretien avec un combattant séparatiste ambazonien de Kom, Douala, 25 juillet 2023.
- 84 Silja Fröhlich et Dirke Köpp, *Who are Cameroon's self-named Ambazonia secessionists*, *Deutsche Welle*, 30 septembre 2019.
- 85 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 86 Anglophone Broadcasting Corporation, *ADF partners with LRC in extorting from Anglophones*, 22 mars 2023.
- 87 Voir par exemple, Cameroon News Agency, *The ADF explains reasons for their mission in Besali, Wabane Sub Division on Thursday October 22, 2020*, 23 octobre 2020 ; Maxcel Fokwen, *After over 100 dreaded Amba 'Generals' killed: Shouldn't these last two standing surrender?*, *The Guardian Post*, 8 juin 2023.
- 88 Mimi Mefo Info, *Lebialem on October 1st: Anglophone fighters ruling from the ruins*, 1er octobre 2020.
- 89 Maxcel Fokwen, *After over 100 dreaded Amba 'Generals' killed: Shouldn't these last two standing surrender?*, *The Guardian Post*, 8 juin 2023.
- 90 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 91 International Crisis Group, *Rebels, Victims, Peacebuilders: Women in Cameroon's Anglophone Conflict*, février 2022.
- 92 Entretien avec un combattant séparatiste ambazonien de Kom, Douala, 25 juillet 2023.
- 93 International Crisis Group, *Rebels, Victims, Peacebuilders: Women in Cameroon's Anglophone Conflict*, février 2022.
- 94 Ibid.
- 95 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, *Third World Quarterly*, 44, 6 (2023), 1155–1173.
- 96 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 97 Amnesty International, *Cameroon: Witness testimony and satellite images reveal the scale of devastation in Anglophone regions*, 28 juillet 2021.
- 98 Des personnalités connues telles que Tapang Ivo, Eric Tataw et Lucas Ayaba Cho ont toutes interagi avec des combattants sur le terrain, soit en se rendant au Nigéria, soit en les contactant en ligne et par le biais des réseaux sociaux. Voir DW, *Cameroon confirms detention of separatist leaders*, 30 janvier 2019 et Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 99 Par exemple, les activistes de la diaspora appellent souvent à un traitement sans concession des civils qui expriment des doutes sur le conflit séparatiste. Pour plus d'informations, voir Mimi Mefo Info, *Tapang Ivo charges Amba Boys to "arrest" Stanley Enow, Magasco, Tzy Panchak*, 29 octobre 2020 et Mimi Mefo Info, *Guzang Fon, Akere Muna condemn execution of two civilians*, 7 octobre 2023.
- 100 Entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 101 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 102 Entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023 ; entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023
- 103 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 104 L'estimation des montants totaux envoyés par les activistes de la diaspora aux groupes armés anglophones dépasse le cadre de ce document. Les informations recueillies par les auteurs sur les sommes transférées sont parcellaires, et seuls quelques exemples de chiffres concernant des transferts occasionnels ont été recueillis. Les changements de lieux et de réseaux de la diaspora, l'évolution de ses niveaux de financement au fil du temps et les fraudes présumées compliquent les efforts visant à généraliser ces chiffres.

- 105 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017 ; entretien avec un fonctionnaire de l'Agence nationale d'investigation financière, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 106 Entretien avec un expert anglophone en sécurité, Yaoundé, 13 juin 2023.
- 107 Entretien avec un activiste de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 108 Entretien avec un combattant séparatiste ambazonien de Kom, Douala, 25 juillet 2023.
- 109 Témoignage écrit d'un historien anglophone et ancien habitant de Bamenda, 21 juin 2023 ; entretien avec un fonctionnaire de l'Agence nationale d'investigation financière, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 110 Ibid.
- 111 Le hawala est un système informel de transfert d'argent traditionnellement utilisé en Asie occidentale et centrale et dans le nord de l'Afrique de l'Est. Il implique le recours à deux « hawaladar », qui sont des personnes qui agissent en tant qu'intermédiaires dans le transfert. Par exemple, une personne A souhaite transférer 100 USD à une personne B. La personne A s'adresse à un hawaladar de sa région et lui donne 100 USD. L'hawaladar transfère ensuite 100 USD à un autre hawaladar dans la zone de résidence de la personne B. Ce deuxième hawaladar transfèrera les 100 USD à la personne B. Les transferts hawala garantissent généralement l'anonymat de l'expéditeur du fait du caractère informel des transferts entre les personnes impliquées.
- 112 Entretien avec un expert anglophone en sécurité, Yaoundé, 13 juin 2023.
- 113 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 114 Témoignage écrit d'un historien anglophone de Bamenda, 21 juin 2023.
- 115 Al Jazeera, *Cameroon rebels issue virtual currency to fund independence*, 24 décembre 2018.
- 116 Entretien avec un fonctionnaire de l'Agence Nationale d'Investigation Financière, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 117 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 118 Entretien avec un fonctionnaire de l'Agence Nationale d'Investigation Financière, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 119 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 120 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 121 Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, *Small Wars & Insurgencies*, 34, 1 (2023).
- 122 Données de l'ACLED.
- 123 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 124 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 125 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 126 Entretien avec un ancien agent de police de Kumba, 23 juin 2023.
- 127 Agenzia Fides, *Africa/Cameroon – Kidnapped Catholics: “We don't want to create dangerous precedents; we do not pay the requested ransom”*, 22 septembre 2022.
- 128 Entretien avec un homme d'affaires travaillant dans le corridor Bamenda-Mamfe-Ikome, 22 juillet 2023.
- 129 Human Rights Watch, *Cameroon: Election violence in Anglophone regions*, 12 février 2020.
- 130 Entretien avec un combattant séparatiste anglophone de Kom, 25 juillet 2023.
- 131 Amnesty International, *Cameroon: With or against us: People of the North-West Region of Cameroon caught between the army, armed separatists and militias*, 4 juillet 2023.
- 132 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 133 Ibid.
- 134 Ibid.
- 135 Entretien avec un expert en sécurité anglophone, Yaoundé, qui connaissait la famille, 13 juin 2023.
- 136 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 137 Données de l'ACLED.
- 138 Entretien avec un homme d'affaires travaillant dans le corridor Bamenda-Mamfe-Ikome, 22 juillet 2023.
- 139 Jess Craig, *Separatist movements in Nigeria and Cameroon are joining forces*, *Foreign Policy*, 15 août 2024.
- 140 Entretien avec un militant anglophone de Bamenda, Yaoundé, 15 juin 2023.
- 141 Entretien avec un ancien agent de police de Kumba, 23 juin 2023.
- 142 Emmanuel Freudenthal, *Cameroon's Anglophone War, Part 1: A rifle as the only way out*, *The New Humanitarian*, 12 juin 2018.
- 143 Chief Bisong Etahoben, *Army shuts down local arms factory in restive Cameroon region*, *Humangle*, 20 octobre 2022.
- 144 Entretien avec un ancien agent de police anglophone ayant travaillé à Kumba et Mukuya, 23 juin 2023 ; entretien avec un combattant séparatiste anglophone de Kom, 25 juillet 2023.
- 145 Ibid ; entretien avec un combattant séparatiste anglophone de Kom, 25 juillet 2023 ; entretien avec un combattant séparatiste d'Ambazonie membre d'un groupe appelé Restoration Forces of Awing, 17 juillet 2023.
- 146 Alexandre Bish et al., *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, *GI-TOC*, avril 2022 ; Nicolas Florquin, Sigrid Lipott et Francis Wairagu, *L'Atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*, *Small Arms Survey*, 15 janvier 2019.
- 147 Entretien avec une commerçante à Bamenda, 18 août 2023.
- 148 Mark Shaw et Tuesday Reitano, *Peoples' perspectives of organised crime in West Africa and the Sahel*, *Institut d'études de sécurité*, 16 avril 2014.
- 149 Témoignage écrit d'un historien anglophone et professeur d'université, anciennement à l'Université de Bamenda, 21 juin 2023.
- 150 Entretien avec un transporteur d'essence illicite (*fungue*) en provenance du Nigéria le long du corridor Ekok-Mamfe-Bamenda, 27 juillet 2023.

- 151 Témoignage écrit d'un historien anglophone et professeur d'université, anciennement à l'Université de Bamenda, 21 juin 2023.
- 152 Entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 153 Données de l'ACLED.
- 154 Entretien téléphonique avec un activiste à Bamenda, 16 octobre 2023.
- 155 Ibid.
- 156 Natasja Rupesinghe, Mikael Hiberg Naghizadeh et Corentin Cohen, *Reviewing Jihadist Governance in the Sahel*, Norwegian Institute of International Affairs, 2021 ; Signe Marie Cold-Ravnkilde et Boubacar Ba, *Jihadist Ideological Conflict and Local Governance in Mali*, Studies in Conflict & Terrorism, 21 avril 2022.
- 157 Voir par exemple : ACLED et GI-TOC, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, 2023-2024.
- 158 Entretien avec un combattant séparatiste anglophone de Kom, 25 juillet 2023.
- 159 Cyanne Loyle et al, *New directions in rebel governance research*, Perspectives on Politics, septembre 2021.
- 160 Alexandre Bish et al., *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022.
- 161 Entretien avec un habitant de Bamenda, militant politique et commentateur critique du mouvement séparatiste, 7 août 2023 ; entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023 ; entretien avec un habitant de Mbengwi, 14 juin 2023.
- 162 Juste Ongeh Niba et al, *Conflict, healthcare and professional perseverance: A qualitative study in a remote hospital in an Anglophone Region of Cameroon*, PLOS Global Public Health Volume 2, 11 (2022); Bibiane Marie Mouangue, *Cameroon: Crisis causes health-care challenges*, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 21 juillet 2023 ; Laura-Stella Enonchong, *Cameroon's Anglophone crisis: how the common law court offers a ray of hope*, The Conversation, 15 décembre 2022.
- 163 Margaret Levi, Audrey Sacks et Tom Tyler, *Conceptualizing legitimacy, measuring legitimating beliefs*, American Behavioral Scientist, 53, 3 (2009), 354-375.
- 164 Voir par exemple la liste figurant sur le site Internet du gouvernement provisoire : <https://www.ambazoniagov.org/index.php/departments1>.
- 165 Billy Agwanda et Uğur Yasin Asal, *The Anglophone problem in Cameroon: The change from crisis to conflict, and a possible way forward to resolution*, ACCORD, 3 septembre 2021.
- 166 Mimi Mefo Info, *Lebialem on October 1st: Anglophone fighters ruling from the ruins*, 1er octobre 2020.
- 167 Entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023 ; témoignage écrit d'un historien et professeur d'université anglophone, anciennement à l'université de Bamenda, 21 juin 2023.
- 168 Jess Craig, *Violence and obstruction: Cameroon's deepening aid crisis*, The New Humanitarian, 18 mars 2020.
- 169 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 170 Human Rights Watch: *Cameroon: Armed separatists' attack on education*, 15 décembre 2021.
- 171 Cameroon News Agency, *Back to school: Ambazonia leaders maintain boycott, activists advocate for resumption*, 4 octobre 2020.
- 172 Moki Edwin Kindzeka, *Cameroon officials say rebels attacking schools*, Voice of America, 15 septembre 2022 ; Ilaria Allegrozzi, *"They are destroying our future": Armed separatists attacks on students, teachers, and schools in Cameroon's Anglophone Regions*, Human Rights Watch, 16 décembre 2021.
- 173 Entretien avec un expert anglophone en sécurité, Yaoundé, 13 juin 2023 ; entretien avec un habitant de Mbengwi, 14 juin 2023.
- 174 International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017 ; Laura-Stella Enonchong, *Cameroon's Anglophone crisis: how the common law court offers a ray of hope*, The Conversation, 15 décembre 2022.
- 175 International Crisis Group, *A second look at Cameroon's Anglophone special status*, mars 2023 ; Laura-Stella Enonchong, *Cameroon's Anglophone crisis: how the common law court offers a ray of hope*, The Conversation, 15 décembre 2022.
- 176 Georges Dougueli, *Cameroon: How much influence do traditional chiefs really have?*, The Africa Report, 11 décembre 2020.
- 177 Amnesty International, *Violations des droits humains dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun*, juin 2023.
- 178 Entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 179 Entretien avec un habitant de Bamenda, militant politique et commentateur critique du mouvement séparatiste, 7 août 2023 ; entretien avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023 ; entretien avec un habitant de Mbengwi, 14 juin 2023.
- 180 Entretien avec un habitant de Bamenda, militant politique et commentateur critique du mouvement séparatiste, 7 août 2023.
- 181 Arne Gillis, *'This is a genocide': villages burn as war rages in blood-soaked Cameroon*, The Guardian, 30 mai 2018.
- 182 Voir : <https://www.jouleafrica.com/projects/kpep-cameroon> ; Oluwole Ojewale, *Cross-border smuggling: Timber trafficking in Cameroon goes against the grain of economic growth*, 5 juillet 2021 ; BBC, *Cameroon forces 'kill 97 Nigerian fishermen' in Bakassi*, 14 juillet 2017.
- 183 Business Day Nigeria, *Ghost-Town Strategy, UGM and Reign of Terror: By whom and for what?*, 7 avril 2022.
- 184 Human Rights Watch: *Cameroon: Armed separatists' attack on education*, 15 décembre 2021.
- 185 Mimi Mefo Info, *Lebialem on October 1st: Anglophone fighters ruling from the ruins*, 1er octobre 2020.
- 186 Voir par exemple, Kiven Brenda, *Separatists kill 3 for disobeying 'ghost town' order in Cameroon*, HumAngle, 8 septembre 2023.
- 187 Témoignage écrit d'un historien anglophone et professeur d'université, anciennement à l'Université de Bamenda, 21 juin 2023.
- 188 Cameroon News Agency, *Is there a chance ghost town days will stop this 2023?*, 5 janvier 2023.
- 189 Données de l'ACLED.

- 190 Entretien avec un combattant séparatiste membre d'un groupe appelé *Restoration Forces of Awing*, 17 juillet 2023, et entretien avec un habitant de Bamenda, militant politique et commentateur critique du mouvement séparatiste, 7 août 2023.
- 191 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), Résumé du rapport de la mission technique du HCDH au Cameroun (5-26 septembre 2019), 2019 ; International Crisis Group, *Cameroon's Anglophone crisis at the crossroads*, août 2017.
- 192 Données de l'ACLED.
- 193 Mimi Mefo Info, *Lebialem on October 1st: Anglophone fighters ruling from the ruins*, 1er octobre 2020.
- 194 Voir par exemple, Kiven Brenda, *Separatists kill 3 for disobeying 'ghost town' order in Cameroon*, HumAngle, 8 septembre 2023.
- 195 Données de l'ACLED.
- 196 Amnesty International, *Cameroon: With or against us: People of the North-West Region of Cameroon caught between the army, armed separatists and militias*, 4 juillet 2023.
- 197 Ibid.
- 198 Amnesty International, *Violations des droits humains dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun*, juin 2023.
- 199 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 200 Entretien avec un combattant séparatiste membre d'un groupe appelé *Restoration Forces of Awing*, 17 juillet 2023 ; entretien avec un habitant de Bamenda, militant politique et commentateur critique du mouvement séparatiste, 7 août 2023.
- 201 Entretien avec un combattant séparatiste d'un groupe appelé *Restoration Forces of Awing*, 17 juillet 2023.
- 202 Données de l'ACLED.
- 203 Cameroon News Agency, *Ambazonia leader calls for unity, peace among groups*, 2 janvier 2024.
- 204 Maxcel Fokwen, *After over 100 dreaded Amba 'Generals' killed: Shouldn't these last two standing surrender?*, The Guardian Post, 8 juin 2023.
- 205 International Crisis Group, *A second look at Cameroon's Anglophone special status*, mars 2023.
- 206 Ibid.
- 207 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 208 Entretien téléphonique avec un journaliste camerounais anglophone qui a largement couvert le conflit, 15 août 2023.
- 209 Africa News, *Some warring parties in Cameroon's Anglophone crisis to enter peace process – Canada*, 1er janvier 2023.
- 210 Jude Mutah, *Global responses to Cameroon's Anglophone crisis: The inadequate international efforts to end the world's most neglected conflict*, The School of Advanced International Studies Review of International Affairs, 8 novembre 2022.
- 211 Africa News, *Some warring parties in Cameroon's Anglophone crisis to enter peace process – Canada*, 1er janvier 2023.
- 212 Manu Lekunze, *Insurgency and national security: a perspective from Cameroon's separatist conflict*, Third World Quarterly, 44, 6 (2023), 1155-1173 ; Maria Ketzmerick, *The Anglophone crisis in Cameroon: Local conflict, global competition, and transnational rebel governance*, Small Wars & Insurgencies, 34, 1 (2023).

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de plus de 700 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net

À PROPOS DE L'ACLED

Le projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) est un projet de collecte et d'analyse de données désagrégées et de cartographie des crises. L'ACLED est une organisation à but non lucratif qui recueille et analyse des informations en temps réel sur les lieux, les dates, les acteurs, les décès et tous types de violence politique et de protestation signalés dans le monde entier.

www.acleddata.com



Soutenu
par



Federal Foreign Office